TERRE LIBRE

Edition du Midi

MENSUEL. — UN AN : 3 fr. LE N° : 0 fr. 25. Réd.: A. PRUDHOMMEAUX, 10, r. E.-Jamais, Nimes (Gard) ANNÉE II NUMÉRO 9-10. — Janvier-Février 1935.

DEFENSE DE LA F. A. I.

Réponse à «Monde»

Monde écrit dans son numéro spécial (page 2) :

Les chefs anarchistes se sont couverts à jamais du mépris de l'opinion mondiale, pour avoir saboté la grève et l'insurrection espagnole.

Et plus loin, page 6, il précise l'accusation :

Ennemis de la lutte nationale des Catalans, haïssant tout ce qui combat l'impérialisme, ils adoptent cette attitude au nom d'un « internationalisme » qui les porte dans la lutte à servir impudemment la réaction et le fascisme.

Cette affirmation, qui avait fait son apparition dans les colonnes de *l'Humanité* dès le 7 octobre, avant même l'arrivée des premières nouvelles directes de l'insurrection catalane, a été répétée quotidiennement depuis lors par la presse stalino-communiste. Elle constituait à n'en pas douter le thème préétabli de l'enquête de *Monde*, dont les rédacteurs allèrent en service commandé récolter, tra los montes, des arguments à l'appui de ce qu'ils considéraient comme une vérité première.

Il est question dans « *l'Ile aux Pingouins* » d'Anatole France, de ces évidences *d'une nudité parfaite* qui se créent par la répétition pure et simple d'une formule. Et le vieil ironiste Dreyfusard signale le danger qu'il y a de vouloir habiller ces vérités premières, en les parant de démonstrations, en les ornementant de témoignages, en les affublant des falbalas inutiles de toute une chicane d'avocat.

Vouloir démontrer l'évidence, c'est la ruiner. Prétendre expliquer le contenu de ces formules lapidaires qui seules sont sans réplique, parce que sans signification précise, c'est donner prise à l'esprit critique des questionneurs. En ce sens, Moscou a lieu de regretter que les enquêteurs de *l'Huma* et de *Monde* aient cru devoir expliquer *en quoi et comment* la grève et l'insurrection d'Octobre ont été sabotées par les chefs anarchistes. Car dès l'instant qu'on entre dans le détail, la superbe phrase que nous avons citée au début de cet article perd sa rigidité marmoréenne et s'évanouit en brouillard.

« Les Chefs » ? « La Grève » ? « L'insurrection » ? De quoi s'agit-il au juste ?

De « *chefs* », les anarchistes n'en reconnaissent point dont les ordres puissent déclancher ou empêcher le déchaînement des luttes sociales. Ni chez eux, ni dans les partis marxistes. *Et c'est précisément ce qu'on leur reproche.*

« *La Grève* » ? S'agit-il du lock-out prononcé par le gouvernement catalan et ses alliés politiques et mis en application par l'intrusion des policiers et miliciens catalans, qui vinrent, le revolver au poing pousser les ouvriers hors des usines ? Et faut-il rappeler que cette opération (dont l'initiative reposait sur le patronat, la force armée et quelques bandes de partisans mercenaires) n'avait d'autre but que de créer à Barcelone l'ambiance populaire nécessaire à la mise en scène d'un coup d'Etat ?

« *L'Insurrection* » ? Le mot est-il bien à sa place lorsqu'il s'agit d'un vulgaire pronunciamento où la Guardia d'Assalto, les Mozos de Escuada et autres prétoriens du gouvernement de la Généralité n'ont cessé de jouer le premier rôle ? Oui, je sais, il y avait l'Alliance Ouvrière, dont les troupes, placées par le Front unique socialo-bolchévick à la disposition du gouvernement Companys furent, à Barcelone, parquées sur certaines places publiques et là, abandonnées sans ordres, sans armes, « plutôt comme des otages que comme des combattants ».

Terre Libre publie mensuellement les éditions régionales suivantes, rédigées et administrées selon le principe de la décentralisation fédéraliste :

Paris-Banlieue. — L. Laurent, 26, avenue des Bosquets, Aulnay-sous-Bois (S. et O.).

Est. — Correspondance : Boîte postale 174, à Colmar (Haut-Rhin).

Nord-Est. — Hoche Meurant, 1, rue d'Arcole à Croix (Nord).

Nord-Ouest. — E. Boclet, rue de Gamaches à Fressenneville (Somme).

Ouest. — R. Martin, Bourse du Travail, à Brest (Finistère).

Sud-Ouest. — A. Reuilly, 10, rue St-Jérôme à Toulouse (Haute Garonne).

Centre. — R. Dugne, « Les Fichardies » au Pontel par Thiers (Puy-de-Dôme).

Midi. — A. Prudhommeaux, 10, rue Emile-Jamais à Nimes (Gard).

Sud-Est. — Jules Vignes à Saint-Genis-Laval (Rhône).

Afrique du Nord. — Saïl Mohamed, 10, rue d'Amiens, Aulnay-sous-Bois (Seine et Oise).

UNE CAUSE PERDUE D'AVANCE

Vraiment, n'est-elle pas symbolique, cette couverture illustrée du numéro spécial de *Monde* qui représente, entre deux sbires de la Généralité armés jusqu'aux dents, un « insurgé » aux poings nus, style Front Rouge, chargeant (ou fuyant) au pas de course, un sourire d'impuissante ironie sur les lèvres ?

Si jamais mascarade nationaliste, saturnale militaire, remous du marais électoral mérita peu le nom d'insurrection, ce fut bien le putsch catalan d'Octobre dernier. Officiellement, le mouvement se réclamait de l'Estat Catala, de *l'indépendance étatique de la Catalogne* dans le cadre d'une Fédération des nations ibériques. En réalité, les pesetas et les accessoires de cotillon distribués par Dencas à ses Esquamots leur tenaient lieu d'idéal, d'honneur, de conviction et de programme. A ces soldats de carton avaient été distribuées les plus belles armes automatiques sorties de chez Winchester, Mauser, Vickers et Remington. Les premières salves de l'infanterie régulière, voire même l'apparition d'officiers du général Batet patrouillant devant les casernes consignées, suffisaient à déclancher de véritables déroutes, au cours desquelles armes, équipements, insignes, et les écussons triangulaires aux couleurs de l'Etat catalan jonchaient — paraît-il — les Ramblas « comme des confettis un jour de carnaval ».

Parmi les responsables de cette sotte équipée, palabrant interminablement à la Généralidad pour terminer brusquement leur carrière dans la capitulation ou la fuite, un seul a droit à l'hommage de l'histoire, un seul sut se conduire en insurgé : le chef catalaniste de gauche, Jaime Comptez. Cet ancien terroriste républicain du temps de la monarchie avait bientôt compris que « pour vaincre, une révolution n'a pas seulement besoin de fusils ». Non seulement la « révolution » de Barcelone ne pouvait pas vaincre, mais elle ne voulait pas se battre, et ne savait pas quoi faire. Le seul mot d'ordre positif donné par Dencas et Companys à

leurs adjudants était celui-ci : « Feu sur la FAI ! ... Exécutez sommairement tous les anarchistes que vous reconnaitrez ! S'ils veulent rouvrir les locaux syndicaux fermés par ordre de la Généralité, il faut les en chasser par la force et sans faire de quartier ! » De fait, des centaines d'arrestations et de meutres furent opérés par surprise et le sac des maisons du peuple inaugura de façon toute mussolinienne l'avènement de « l'Etat catalan ».

LES DEUX ISSUES REELLES

Contre cette tactique criminelle, Jaime Comptez indigné se dressa. Non pas en Don Quichotte de l'humanitarisme, mais en réaliste de l'action. « Nous » sommes suspendus dans le vide. Nous ne repré- » sentons rien. Nous avons des fusils, mais pas » d'idées. Nous serons brisés entre l'indifférence » du peuple et la force des troupes régulières. Il » n'y a que deux issues possibles : subir la dicta- » ture de Lerroux ou céder la place à la F. A. I. » Vous n'avez plus qu'un moyen de combattre » Lerroux et Gil Robles. Il faut armer la FAI. » Dix fois, cent fois, il répéta les mêmes paroles, rageusement, désespérément. Autour du Palais des parlotes gouvernementales, le cercle de fer se resserrait d'heure en heure. Sentant le sol leur manquer, les gardes d'assaut matraqueurs et assassins d'ouvriers, jusque-là fidèles à la main qui les avait nourris, tournaient casaque par sections entières. Les Esquamots, de leur côté, fondaient au vent de la panique comme de la neige au soleil. La partie était perdue. C'est à ce moment, où la répression s'abattait sur le mouvement « national », que Companys en larmes s'approcha du microphone pour appeler les anarchistes à son secours et leur offrir les armes que ses propres troupes étaient en train de jeter pêle-mêle dans les ruisseaux et les bouches d'égoût. En fait, les copains de la F. A. I. n'avaient pas attendu ce signal pour descendre dans la rue. Sous la mitraille, ils ramassaient par camions entiers les épaves de l'armée catalane, les munitions de la prochaine bataille. Tout ce que Jaime Comptez avait voulu « retirer aux Jean-foutres » de son propre parti pour le donner « à des hommes capables de s'en servir » tombait entre leurs mains par la logique même de la situation. Mais lancer les ouvriers dans la défense d'une cause perdue d'avance, et qui n'était pas la leur, eut été la dernière des folies. On n'avait d'ailleurs aucune nouvelle du soulèvement des Asturies et les anarchistes s'en tinrent à des combats d'arrière-garde. Lorsque l'ordre fut rétabli dans Barcelone, les armes abandonnées étaient déjà mises en lieu sûr, d'où nulle perquisition ne réussit à le faire sortir.

LE DERNIER HEROS NATIONAL

Il nous reste ici à terminer l'histoire de Jaime Comptez. Parti au combat à la tête de ses Esquamots (miliciens catalanistes) il n'a plus d'autre espoir que de sauver son honneur personnel et celui d'une cause qu'il sent perdue. Ses compagnons hésitent à le suivre et lui-même peste de n'avoir pas à ses côtés « deux ou trois gars de la F. A. I. » avec leurs pétards de dynamite plutôt que cette cohue de « fusils sans idéal ».

Il prend position avec sa mitrailleuse au balcon de la Chambre de Commerce. La fusillade commence, déchiquetant les chambranles et le plafond. Pour obtenir d'être ravitaillé en munition, Jaime Comptez doit braquer son revolver sur les Esquamots affolés et les menacer de leur brûler la cervelle. Deux ou trois lui viennent en aide, les autres se cachent sous les tables, plus morts que vifs. Les assiégeants ont mis un canon en batterie. La mitrailleuse crache de nouveau, et le canon n'a plus de servants. Jaime tente alors de rallier ses hommes pour une sortie désespérée. Mais il reste seul et tombe enfin, criblé de blessures.

...Dernier héros d'une idée qui ne compte plus que des charlatans et des dupes, Jaime Comptez restera pour plus tard celui dont un rayon de la lumière nouvelle a caressé, malgré tout, la fin désespérée, celui qui aura formulé avant de mourir le dilemne vital de son peuple martyrisé : « Fascisme ou Anarchie ». Il lui aura légué ce suprême testament : « Il faut armer la F. A. I. »...Soit tranquille, Jaime Comptez, tu peux dormir en paix. La F. A. I. est armée maintenant. Et les tyrans espagnols la verront bientôt se dresser contre eux en un suprême combat, plus vivante et plus audacieuse que jamais.

L'ILLUSION FATALE

Une illusion fatale a dominé les événements d'Octobre. La croyance dans la force du mouvement national-catalan. Dans l'esprit des chefs marxistes de l'*Alliance Ouvrière* (socialistes, communistes et dissidents) l'armée et la police catalane devaient constituer la force principale, l'instrument actif du renversement politique. Les organisations ouvrières, en recourant à la grève générale, n'avaient d'autre rôle que de créer « l'atmosphère » voulue pour entourer d'une apparence d'initiative populaire, l'acte de *la prise du pouvoir*. Cette grève ne devait pas être un combat (qui aurait fatalement, en cas de succès, brisé les principaux organes du centralisme politique) ; elle devait être *un plébiscite*, le vote populaire des 70% de citoyens espagnols non représentés aux Cortès.

Le plébiscite de la Sarre d'une part, de l'autre les succès électoraux fantastiques qui ont précédé la chute du marxisme allemand dans l'abîme, nous ont habitué à considérer le terrain de la lutte sociale et celui des consultations légalitaires comme deux positions incompatibles. Tout ce qui comprend la nécessité d'agir se refuse à manifester platoniquement et vice-versa. C'est pourquoi la grève pacifique de l'Alliance Ouvrière, déclanchée au moment où l'insurrection armée était seule efficace, rencontra une indifférence générale. La province de Grenade avec Malaga (l'unique citadelle communiste de l'Espagne) ne donna aucun signe de vie. Il en fut de même de Séville et de l'Andalousie. Presque toutes les régions où s'étaient déroulées les insurrections de janvier et de décembre 1933, manifestèrent vis-à-vis des mots d'ordre alliancistes une indifférence totale. A Madrid, les petites bandes de l'italien De Rosa entreprirent une guerilla de rues et de terrasses. Enfin, dans les Asturies, où le prolétariat socialiste possède ses organisations de combat, le mouvement s'arracha spontanément aux cadres de la grève « plébiscitaire » pour se transporter presqu'aussitôt sur celui de la lutte armée.

L'échec des Asturies est le résultat de deux séries de causes, extérieures et intérieures. Parmi les causes extérieures, la principale est l'attitude ambiguë des chefs de l'Alliance qui envisageaient *une grève politique en soutien de l'équipée catalane*, sans parvenir à se décider pour ou contre une action directe anti-gouvernementale. A cela s'ajoute le freinage intérieur apporté à l'œuvre essentielle de la révolution asturienne : à l'armement général des travailleurs.

L'ARMEMENT DU PROLETARIAT AUX ASTURIES

Le Peuple des Asturies est composé de mineurs habitués à manier les explosifs, de métallurgistes travaillant à l'arsenal de Trubia, et de montagnards habitant des forêts qui dominent le pays.

Armées convenablement et approvisionnées de munitions, ces populations courageuses, aguerries à l'action directe et animées d'un ardent esprit révolutionnaire, eussent été invincibles. En 1917 déjà, eut lieu un soulèvement armé sous le contrôle des chefs socialistes. Ceux-ci détenaient le monopole des marchandages avec les patrons et recourraient volontiers à la menace pour influencer leurs adversaires, déchaînant et retenant tour à tour l'impétuosité des mineurs asturiens. C'est ainsi que Prieto, qui fut plus tard ministre socialiste de l'intérieur dans le cabinet de coalition, se trouva un beau jour traduit en justice pour avoir fomenté une révolte à main armée. Devant le tribunal, il se vanta d'avoir distribué aux travailleurs *des armes, mais pas de munitions*, ce qui avait permis de châtier impitoyablement les « insurgés » sans que ceux-ci soient en état de défense. Après cet aveu cynique de sa traîtrise, Prieto fut acquitté.

Cependant, les socialistes conservèrent l'influence prépondérante sur le pays, tandis qu'une faible proportion des ouvriers s'orientait vers l'anarchisme, et une plus faible encore vers la IIIe Internationale.

Les élections de novembre 1933 devaient marquer le déclin de cette position de puissance. On sait que les travailleurs espagnols, écœurés par les canailleries parlementaires, abandonnèrent alors l'idée de défendre leurs intérêts sur le terrain constitutionnel et boycottèrent les urnes à l'appel des anarchistes. Il y eut dans toute l'Espagne près de 60% d'abstentions. Les socialistes et les communistes se trouvèrent mis à la porte des Cortès qui devinrent de la sorte un véritable parlement-croupion, un marécage de toutes les immondices d'ancien régime, en opposition ouverte avec le peuple travailleur. Cette situation ne pouvait logiquement être dénouée que par les armes. C'était Versailles face à la Commune. En même temps, c'était pour les cadres socialistes la perte de toutes les fonctions d'état, arbitrages et sinécures ; plus de place pour eux aux rateliers de la république bourgeoise, mais la nécessité de combattre par le seul moyen disponible: par l'armement du prolétariat. Les libertaires se chargèrent encore une fois de montrer la route.

Sans laisser au fascisme le temps de s'organiser, la C. N. T. décida de passer à l'attaque contre le système bourgeois, clérical et militaire concrétisé par le parlement de Madrid. Ce fut l'insurrection de décembre 1933, qui fit trembler toute l'Espagne, mais ne rencontra pas auprès des socialistes et communistes, l'aide qu'on était en droit d'attendre d'eux. Les Asturies restèrent calmes.

Toutefois, la leçon avait porté et les jeunesses socialistes commencèrent à s'équiper pour une action décisive. Des fabriques clandestines se montèrent, un trésor de guerre fut créé, et les organisations de l'U. G. T. asturienne se trouvèrent en possession de mitrailleuses d'un modèle si perfectionné que les troupes gouvernementales, entre les mains desquelles elles finirent par tomber, ne parvinrent pas à s'en servir.

Malheureusement, l'influence prépondérante des théoriciens de la « dictature de parti », empêcha les jeunes socialistes de réaliser autre chose qu'une milice *imitée du Schutzbund autrichien*. A aucun moment, les masses révolutionnaires des Asturies ne furent armées comme elles auraient du l'être. Et c'est avec la plus grande répugnance que les cadres du P. S. consentirent à une expédition populaire sur l'arsenal de Trubia.

Nous en avons la preuve dans le reportage d'André Ribard, publié par *Monde*. Malgré la volonté bien arrêtée que celui-ci a d'exalter le rôle des marxistes au dépens de l'anarchisme (ce qu'il montre, en négligeant de signaler la proclamation du communisme libertaire à Mierès et autres localités des Asturies, où la population travailleuse se rallia autour du drapeau rouge et noir), Ribard ne peut cacher la carence des Partis politiques en plusieurs circonstances décisives :

> C'est seulement le 9 octobre que les ouvriers s'emparent de la Fabrique d'armes ; elle fut prise d'assaut non point par des fusils ni des baïonnettes, mais par ces brigades de héros qui, sautant par-dessus les murs, exposant leurs poitrines aux balles, avançaient ensuite en maniant la dynamite dont leurs poches et leurs ceintures sont pleines et dont ils allument les cartouches au feu d'une cigarette — (*Monde*, page 15).

Ce qu'il aurait pu ajouter, pour être entièrement sincère, c'est que les armes, ainsi conquise par la voie « anarchiste » sous l'impulsion et grâce à l'exemple des libertaires, le comité à prépondérance socialiste fit tous ses efforts pour les monopoliser au profit d'une dictature de Parti. A cet effet, la répartition des fusils et munitions fut limitée à dix mille hommes, alors qu'on disposait d'équipements pour plus de vingt mille combattants.

LE CHANGEMENT DE DIRECTION

La conduite hésitante des dirigeants représentant aux Asturies l'autorité des Partis se heurtait ainsi, dès les premiers jours, à l'initiative et à la volonté

de lutte des masses. C'est ce qui explique le divorce qui s'en suivit, à l'annonce des nouvelles parvenues du reste de l'Espagne. Tandis qu'un vent de capitulation passait sur les chefs, les masses remettaient à d'autres la direction de leur lutte. Ce changement d'orientation est constaté dans le rapport officiel de la commission ministérielle Melquiades Alvarez :

Au début du mouvement, le comité révolutionnaire était composé d esocialistes. Au bout du cinquième jour, d'un commun accord, le pouvoir exécutif et la direction des opérations passa à un comité anarchiste et communiste. C'est ainsi que les drapeaux hissés sur les écoles et les édifices étaient rouges et noirs, les foulards des combattants étaient rouges et le brassard régiementaire était noir. La plus grande discipline ne cessa de présider aux distributions de vivres et aux opérations armées et les insurgés s'abstinrent de toute vexation vis-à-vis de la population civile.

Le récit de *Monde* concernant Oviedo confirme implicitement les renseignements ci-dessus, et en particulier le caractère combattif et unanimement populaire du deuxième comité, qui lui permit d'éviter les désordres et les défaillances du premier, tout en faisant face à une situation déjà désespérée.

Vendredi matin, il était trop tard, la partie était perdue. Chez les chefs, un fléchissement se produit. Le bruit court que 30.000 hommes de troupe ont été envoyés par Gijon pour prendre à revers les mineurs. Le comité révolutionnaire régional faiblit. Tandis que beaucoup de ses compagnons s'enfuient à l'étranger, le député socialiste Pena ordonne la saisie à la banque d'Espagne de plusieurs millions de pesetas. — (*Monde*, page 16).

Tandis que se manifeste ainsi chez les dirigeants le souci primordial de conserver à la classe ouvrière ses élus, ses organisateurs et l'argent nécessaire à leur salut — d'autres se chargent de sauver l'honneur du prolétariat et décident de faire payer chèrement leur victoire aux ignobles soudards de la Légion africaine.

Les chefs, qui ont compris trop tard les fautes commises, disparaissent durant ces deux journées de défaillance. Le pouvoir se rapproche du peuple et se sont les travailleurs eux-mêmes qui déterminent de poursuivre la lutte. La révolution triomphera ou ses défenseurs mourront. Les actes d'héroïsme, si nombreux durant cette époque, marquent tout à la fois *la passion et la faiblesse* du tempérament anarchiste de l'ouvrier espagnol et atteignent leur paroxysme dans la dernière attaque contre la caserne de Pelayo. — (*Monde*, page 16).

« FAIBLESSE ANARCHISTE »

La caserne de Pelayo, qui est la clef de la ville d'Oviedo, ainsi que l'explique ailleurs le rédacteur de *Monde*, ne pouvait donc être attaquée qu'en recourant à *la faiblesse et à la passion du tempérament anarchiste !* Et c'est ce même « tempérament » qui soutiendra, huit jours encore, une lutte inégale contre toutes les forces de terre, de mer et d'air dont dispose un adversaire formidablement armé. Sous un bombardement infernal, puis dans la guerilla des montagnes, la « faiblesse » signalée par Ribard se manifestera par des efforts grandioses. Mais d'abord :

Il faut à tout prix s'emparer de la caserne avant l'arrivée des renforts gouvernementaux. Pour forcer ces murs inexpugnables qui ont résisté à huit jours de siège, les mineurs décident de charger un camion de dynamite. Un homme au volant pour le conduire jusqu'au pied de la muraille et un second qui allumera sa charge d'explosifs. Deux volontaires, deux volontaires de la mort, sans aucune chance de salut. On va tirer au sort parmi ceux qui se présentent, lorsque les troupes de renfort surgissent et attaquent les mineurs. Ils doivent se replier en hâte. Le combat reprend, rue par rue, maison par maison, sous le commandement du nouveau comité révolutionnaire, dirigé maintenant par les communistes et les anarchistes. Leurs chefs sont les trois membres survivants (1) du premier comité régional, les trois membres qui ont voté la continuation de la lutte et qui vont se battre pour la victoire jusqu'à leurs dernières forces. — (*Monde*, page 17).

De ces trois membres de la Commune révolutionnaire d'Oviedo, deux seront trouvés parmi les morts : ce sont les « chefs » anarchistes José Martinez et Bonifacio Martin. Quelle a été leur fin ? Les fuyards réfugiés à l'étranger en pleine bataille affirment que José Martinez s'est suicidé. D'autres rumeurs nous parviennent qui accusent au contraire certains capitulards d'avoir assassiné José Martinez, partisan irréductible de la lutte jusqu'au bout, et d'avoir mis en scène son prétendue suicide : le fusil trouvé près du cadavre au crâne brisé, dans un fossé solitaire, aurait été l'instrument de ce meurtre par guet-apens. Nous préférons, jusqu'à plus ample information, considérer Martinez comme une victime de plus des exécutions sommaires multipliées par les Versaillais de la Commune espagnole.

(1) Les autres se sont enfuis.

« L'EPOPEE DE SABADELL »

L'accusation de *Monde* à l'égard de la F. A. I. repose sur trois récits distincts. Nous venons de passer en revue les plus importants de ces récits, ceux qui concernent les événements de Barcelone et d'Oviedo. Nous n'y avons trouvé aucune confirmation objective des injures staliniennes, bien au contraire : sous les élucubrations sectaires d'un André Ribard, on peut discerner un hommage implicite à l'activité révolutionnaire des anarchistes et à *cette combattivité poussée jusqu'à l'extrême sacrifice* que tout le monde en Espagne s'accorde à leur reconnaître.

C'est encore le même journal qui se permet de prendre ses lecteurs pour des imbéciles en leur faisant avaler à quelques lignes d'intervalle des affirmations complètement contradictoires comme les suivantes :

Les anarchistes ont refusé de se battre...

Quelques anarchistes officiels qui restaient membres de la C. N. T. ont voulu profiter de la situation pour essayer un de leurs putsch infructueux et tant destructifs pour le mouvement ouvrier. — (*Monde*, page 8).

Il s'agit, en l'espèce, du troisième et dernier récit dont nous avons à nous occuper, et qu'un certain Louis Dollivet a jugé bon d'affubler de ce titre pompeux : « L'Epopée de Sabadell ».

Est-ce cette « épopée » qui nous fournira enfin la preuve tant attendue de la « *trahison* » ou du « *putschisme* » qui sont devenus des lieux communs sous la plume des scribouilleurs patentés du bolchévisme ?

A Sabadell, d'après le poème épique de Louis Dollivet, les anarchistes n'exercent aucune influence. Le nationalisme catalan règne en maître, dans les organisations syndicales. Les chefs les plus écoutés sont Pestaña, le renégat de 1931, et Joachim Maurin, autre « délégué ouvrier » de la bourgeoisie catalane, dont le journal subventionné par la Généralité, identifie journellement « FAI-isme » et... Fascisme.

A travers la prose de Louis Dollivet, nous voyons se dérouler surtout une formidable pagaille telle qu'il s'en produit nécessairement lorsqu'une masse ouvrière instinctivement combative se trouve à la remorque des pantins de la politique. A l'appel du gouvernement catalan et de l'Alliance Ouvrière, les ouvriers de Sabadell sortent dans la rue et, après diverses manifestations platoniques renouvelées d'avril 1931, se forment en colonnes pour marcher sur Barcelone et se joindre aux forces de la Généralité. Hélas, la radio annonce la capitulation des Companys et consorts et toute cette foule se disperse, car elle plaçait tous ses espoirs dans la capacité de lutte du gouvernement catalan. « L'épopée » est terminée, et voilà le « putsch » qui commencent. Des éléments plus expérimentés se sont ressaisis et commentent la nouvelle avec ironie. Après tout, faut-il se fier aux dépêches officielles? Pourquoi ne pas aller de l'avant ? On verra bien ce qu'il en est réellement, de cette fameuse capitulation. Avec ou sans Companys, les travailleurs espagnols sont une force ! De l'audace, toujours de l'audace, et la révolution est sauvée.

En face de ce renouveau du mouvement, Louis Dollivet s'indigne : c'est le « fascisme » de la FAI qui « provoque ». Mais il ne peut s'empêcher d'admirer, en dépit de lui-même :

D'un seul coup, 10.000 ouvriers sortent dans les rues, d'un seul coup les téléphones, les télégraphes, la radio sont occupés, de nouveau dans les rues, sur la place, devant la mairie, les armes sont aux mains des ouvriers. — (*Monde*, page 8).

Tout cela, s'il faut l'en croire, est l'œuvre du mensonge :

...Quelques anarchistes officiels qui restaient membres de la C. N. T. ont voulu profiter de la situation pour essayer un de leurs putsch infructueux et tant destructifs pour le mouvement ouvrier. — (*Monde*, page 8).

Cela n'empêchera pas *Monde* de hurler à la trahison, lorsque, pour éviter d'inutiles effusions de sang, les responsables régionaux de la C. N. T. à Barcelone prendront sur eux de confirmer, par la voie officielle de la radio, la véracité de la nouvelle, la capitulation de Companys.

BASILE ET LE PEUPLE ESPAGNOL

En admettant que des fautes aient été commises, on ne peut s'empêcher d'être révolté par tant de partialité et de mauvaise foi. D'ailleurs, les insultes des barbouilleurs barbussistes ne se limitent pas à nos camarades catalans ; ce sont les sentiments libertaires qui sont à la base de toute la mentalité révolutionnaire espagnole, que l'on cherche à bafouer en arborant cette phrase ignoble d'un prêtre (l'abbé Pradt) que Marx paraphrase et que *Monde* cite complaisament d'après lui :

Le Peuple espagnol ressemble à la femme de Sganarelle qui veut être battue. — (*Monde*, page 19).

Salir et calomnier ce qu'ils ne peuvent soumettre et asservir, voilà tout le jeu de nos jésuites de Moscou, plus hypocrites encore que ceux de Rome.

Mais Basile-Barbusse parfois se contredit, et laisse passer le bout de l'oreille. C'est ainsi qu'après avoir décrit l'indignation du prolétariat espagnol contre la « trahison » des anarchistes, et loué sa docilité croissante devant les candidats dictateurs genre Caballero, il est quand-même obligé d'établir ses perspectives du mouvement révolutionnaire sur les données suivantes :

En ce qui concerne l'influence idéologique anarchiste, elle reste encore, il faut le souligner, très grande, surtout à cause de la haine profonde que ressentent les ouvriers espagnols *contre toute organisation étatique* et à cause de leur soif insatiable d'une organisation sociale *libre de toute autorité et de toute contrainte.*

La femme de Sganarelle, que Basile identifie au peuple espagnol, en a donc assez d'être battue? ...Gare à toi et à tes pareils, mon pauvre Basile. Il s'en est fallu de peu que l'Infâme ne soit écrasé cette fois-ci !

TERRE LIBRE.

NOEL *(Dessin de Georg Grosz)*

Un manifeste de la F.A.I.

Si la région de Llovregat et Cordoue a eu l'honneur de proclamer pour la première fois le Communisme libertaire en Espagne, c'est à la région des Asturies, Léon et Palencia qu'est revenu l'honneur beaucoup plus grand encore d'avoir conquis pour le prolétariat un triomphe collectif et complet.

Figols et Sallente, le 8 Janvier et le 8 Décembre, symbolisent l'idéal futur qui marque au prolétariat le chemin du triomphe. Les Asturies, c'est la consécration du triomphe lui-même, avec la chute de toutes les institutions de la société actuelle et la mise en marche de la société de l'avenir. Qu'importe que les bourreaux aient momentanément jugulé ce geste unique dans l'histoire, il ne tardera pas à se répéter et dès qu'il se répétera, ce sera d'un bout à l'autre de la péninsule le triomphe grandiose qui couronnera les efforts pour la rédemption des peuples

Il a suffit de la poussée irrésistible des travailleurs unifiés mus par un idéal supérieur, pour que toutes les institutions politiques et religieuses, représentatives du régime bourgeois, soient balayés, et que par le travail soit édifié un monde nouveau, basé sur la justice et la liberté.

Pour réprimer ce mouvement émancipateur, le régime capitaliste, sérieusement compromis, a dû lancer sur une seule province des corps d'armée considérables, concentrant en plus tous les salariés du crime tels que : gardes d'assaut, gardes civils, et ces mercenaires sauvages de la légion étrangère et des tirailleurs riffains sans la moindre notion d'humanité, amenés d'Afrique pour écraser le mouvement des idéalistes libertaires. Par le bombardement de l'aviation, et par la résistance désespérée des révolutionnaires, la capitale des Asturies et les autres cités, théâtre de la révolution, ont été converties en monceaux de ruines fumantes. Le baillon militariste empêche la vérité d'arriver au peuple, sur la grandeur tragique de l'épopée vécue par le peuple asturien. L'Espagne est actuellement soumise, comme pendant les sept années de dictature, au bon vouloir des quelques généraux qui ont pris les populations des Asturies pour des Kabyles riffains, et qui mènent les Espagnols plus durement encore que lors des campagnes riffaines.

La légende des crimes commis par les révolutionnaires et en échange se font jour, malgré la censure, les informations des assassinats collectifs, crimes abominables, commis par les sauvages de la Légion étrangère... Il est hautement significatif qu'un gouvernement patriotique ait fait appel, pour se soutenir, à de tels malfaiteurs, résidus affreux de toutes les nations.

Du moment qu'ils ont assassiné des journalistes comme Luis Sierval, de peur qu'ils dévoilent les atrocités commises, que n'ont-ils dû faire avec les travailleurs idéalistes qui sont tombés dans leurs griffes ignobles ?

Après les exécutions collectives, l'acharnement cruel, la peine de mort a été appliquée à deux révolutionnaires de la région héroïque, et on prétend commetre encore une multitude d'exécutions légales.

Les généraux arrogants font pression et menacent le gouvernement pour que ces exécutions aient lieu. La menace d'un coup d'Etat militaire est permanente.

Les destinées de l'Espagne se trouvent actuellement dans les mains des fascistes. D'après nos informations, la menace de mort pèse sur de nombreuses personnes. Des milliers et des milliers d'hommes libres et des démocrates sont condamnés à perpétuité, pour participation révolutionnaire, sans que l'instruction sommaire ait apporté la preuve de cette participation. Pour le seul fait d'avoir un tract dans sa poche ou d'avoir collé un papillon, ces tribunaux infligent des peines de douze à quatorze années de prison. Ces barbares sont en train de convertir l'Espagne en une immense prison. Et non contents de ces monstruosités, ils cherchent l'occasion propice de faire un coup d'Etat. On nous annoncent des milliers de lois répressives. Contre ce danger imminent qui se dresse sur l'Espagne, nous devons tous être prêts à nous lancer dans la lutte d'un élan irrésistible.

Peuple, il est possible que bientôt la C. N. T. et la F. A. I., formant l'avant-garde révolutionnaire, t'appellent à l'insurrection armée. Cette lutte sera définitive, si tu réponds comme tu dois répondre. En t'enrôlant dans la révolte libératrice, tu balayera toutes les institutions et privilèges de l'autorité et du mensonge ; l'exploitation de l'homme par l'homme sera finie pour toujours, et sur la Péninsule s'implantera le communisme libertaire.

Attendons cette heure décisive qui sera l'heure du triomphe.

Vive le Communisme libertaire et la Révolution sociale ! *(Décembre 1934)*

ASTURIES

Les Femmes Asturiennes dans la révolution

par la camarade K. Lina.

C'est des rangs de l'anarchisme que sont sorties les plus grandes valeurs féminines dans la lutte sociale. Déjà en janvier 1934, nos compagnes se sont distinguées par leur intervention dans les conseils et les combats révolutionnaires.

Tous nous nous rappelons avec horreur, mais aussi avec orgueil la tragédie de Casas-Viejas, par laquelle le nom de la petite-fille de Seisdedos est entré dans l'histoire avec celui de son infortunée cousine Manuela Lago. A la même époque, une jeune femme à Madrid rendit son nom célèbre en lançant une bombe contre les sbires qui voulaient l'arrêter. Dans l'Aragon, pendant le mouvement révolutionnaire du 8 décembre 1933, les femmes en imposèrent à tous par leur vaillance et leur dévouement. Mais tous ces gestes magnifiques palissent devant l'impressionnante action des femmes révolutionnaires aux Asturies. Louise Michel, l'anarchiste batailleuse et maternelle, et Sophie Perowskaïa, la jeune terroriste intrépide ont dû être les muses inspiratrices des femmes asturiennes. Dès les premiers moments de la révolte, elles marchent en tête de l'avant-garde, défiant la mort et la mitraille. D'autres restent à l'arrière pour ravitailler les combattants, et veiller à de multiples détails. Les services sanitaires s'organisent rapidement, suppléant avec intelligence à la pénurie de matériel...

Comme exemple de l'ardeur déployée par les femmes dans la révolution des Asturies, Voici les derniers moments d'une de nos camarades, très connue à Oviedo « La Libertaria ».

Le 13 Octobre 1934, elle se trouve devant la porte de l'église Saint-Pierre et sert une mitrailleuse qui tire sans répit ni trève, infligeant des pertes nombreuses aux mercenaires de la Légion Etrangère. Son calme courage, avec une lueur d'espoir dans les yeux fait envie à bien des hommes. Après une fusillade acharnée qui dure plusieurs heures, les légionnaires se lancent dans le corps à corps. Lorsqu'ils arrivent à l'église, seule La Libertaria et deux compagnons sont encore en vie ; une décharge à bout portant achève les deux compagnons à son côté. Se voyant entourée et sommée de se rendre, elle ramasse une barre de fer et porte des coups furieux aux légionnaires qui reculent blessés. Mais l'un d'eux se relève brusquement et bondit sur La Libertaria... Elle a sorti un pistolet de son corsage, mais le légionnaire est plus prompt. Elle tombe morte à ses pieds.

Ainsi toute habillée de rouge, sa jeunesse, sa beauté, son courage rendaient honteux ses propres bourreaux.

Femmes des Asturies ! Braves compagnes de la Révolution ! Femmes de Arnedo, Castilblanco, Casas-Viejas, Aragon ! Votre sacrifice ne sera pas inutile ! Le sang versé par vous dans la lutte sera la semence qui fera éclore un jour prochain la fleur de la Révolution Libératrice !

Billet clandestin d'un prisonnier

« La Felguera, 30 octobre 1934.

Compagnons de France, salut et anarchie.

Les motifs qui m'obligent à prendre la plume sont graves et douloureux pour le prolétariat des Asturies.

Ils ont trait aux crimes inquisitoriaux commis par les sbires de l'« Ordre » sur les compagnons détenus conséquemment à l'échec du mouvement révolutionnaire.

Les détentions ont été suivies de bastonnades, précipitation sur le sol et contre les murs, piqûres avec des couteaux, sans respecter les vieux ni les malades, les laissant sans connaissance.

Aux abords immédiats de Sama, un compagnon fut pris et frappé avec la culasse d'un mauser jusqu'à ce que son corps fût noir de coups, ensuite on le hissa sur un camion et on l'amena dans la montagne déserte où on le bâtonna, s'acharnant sur lui à mort et jetant son cadavre à bas du mont.

Journellement, on fusille des centaines de compagnons, en enterrant beaucoup dans une même fosse hors du cimetière.

Dans l'église San Pedro de Gijon, il y a des milliers de détenus à qui on ne donne presque pas à manger et à qui on ne permet pas que leurs familles en donnent. Ils sont obligés de faire leurs besoins sur place, les latrines ayant été condamnées sous le prétexte que les travailleurs vivent comme des animaux. Dans la cellulaire idem.

Dans les hôpitaux il y a de multiples blessés soumis aux coups et piqûres, faisant de leurs corps d'énormes plaies. On ne permet pas qu'on les voie. Pour chaque hospitalisé il y a un flic.

Avec la plus grande impunité (« l'état de siège » étant maintenu et la presse ouvrière persécutée) la presse bourgeoise au service du gouvernement sert à masquer ces crimes.

Je vous mets en connaissance de tout cela pour que vous appeliez l'attention des hommes libres.

J'espère que vous ferez quelque chose en faveur des travailleurs des Asturies qui meurent de douleur, de désespoir et de rage. » X...

Intelligences avec l'ennemi ?

Les chefs socialistes Graciano Antuna, secrétaire de la fédération asturienne des mineurs, Gonzales Pena, député d'Oviedo, Belarmino Thomas, secrétaire de la fédération socialiste, Ossorio Gallardo, etc... se présentent comme les « héros d'Octobre » et vitupèrent les « traîtres anarchistes » dont beaucoup ont versé leur sang au premier rang de la bataille, et ont continué la lutte *jusqu'au milieu de novembre.*

Quelques questions nous paraissent nécessaires. Nous les adressons à leur parti :

1° Est-il vrai que le mercredi 10 octobre, au moment où l'insurrection était victorieuse dans toutes les Asturies, fut formé un comité composé de hauts fonctionnaires de l'U. G. T. et du Parti socialiste dans le but de négocier la reddition de la province ?

2° Est-il vrai que, sans en référer aux combattants, ce comité fit au général Lopez Ochoa des propositions de capitulation, que celui-ci accepta et qui lui permirent d'occuper sans coup férir le point stratégique de Sama de Langreo, d'y saisir 3.000 fusils, et d'y délivrer de nombreux gardes civils dont plusieurs officiers ?

3° Est-il vrai que par suite du même accord, des sauf-conduits furent délivrés aux principaux dirigeants socialistes, tandis que pour la « masse » on se contentait d'une trompeuse promesse de clémence, qui fut aussitôt violée par des arrestations et exécutions en masse ?

4° Est-il vrai que Lopez Ochoa put prendre pied à Oviedo et installer ses batteries sur les hauteurs dominant la ville grâce à un accord avec le chef socialiste Gonzales Pena, comme il ressort d'un ordre télégraphique en date du 12 octobre, dont il fut donné lecture aux Cortès ?

5° Est-il vrai que, lorsque Gonzales Pena invita les insurgés à mettre bas les armes, il fut accueilli avec hostilité et essuya même quelques coups de feu ? Est-il vrai qu'il s'enfuit alors en automobile, emportant le « trésor de guerre » de son parti — et que le bruit courut de son exécution par ses propres partisans indignés ?

6° Est-il vrai que les chefs socialistes Graciano Antuna, Dutor, secrétaire de Gonzales Pena, et Belarmino Thomas, négociateurs de la capitulation se sont réfugiés à l'étranger pendant que la région asturienne tombait aux mains des massacreurs et tortionnaires de l'armée gouvernementale ? S. R.

Législation «socialiste»

Les syndicats socialistes (U. G. T.) de la région minière des Asturies ont été récemment interdits et les locaux fermés en application de la loi dite « de défense de la République ».

***

Cette loi avait été présentée au Cortès le 8 avril 1932 par le chef du parti socialiste espagnol, Largo Caballero, qui exerce en même temps les fonctions de président de l'U. G. T. Voici les principales dispositions de cette loi, adoptée grâce aux voix des politiciens socialistes :

Toute grève non autorisée par le gouvernement, toute grève non annoncée huit jours d'avance aux autorités, toute grève au cours de laquelle seront commis des délits contre la liberté du travail, toute grève enfin, menée par une organisation non reconnue par l'Etat, est déclarée illégale et devient elle-même un délit poursuivi par les tribunaux.

Toute organisation ouvrière est astreinte à remettre entre les mains de la police la liste complète de ses adhérents et à lui soumettre sa comptabilité. Elle ne doit accorder aucune fonction à des membres qui auraient subi des condamnations politiques (militants ayant lutté contre l'ancien régime).

Fait remarquable, Largo Caballero, en tant que ministre du travail, n'avait pas attendu le vote de cette loi pour l'appliquer, et cela non seulement aux anarchistes, mais à ses propres camarades d'organisation :

En février 1932, les syndicats du bâtiment de Valence, adhérents à l'U. G. T., avaient déclaré la grève. Caballero leur envoie la police et fait dissoudre le comité de grève, dont quatre membres sont jetés en prison.

Aujourd'hui, M. Largo Caballero, qui se surnomme lui-même « le Lénine espagnol », est en prison avec de nombreux collègues, par la simple application des lois « socialistes » dont il a su doter la bourgeoisie espagnole. On admettra que nous nous dispensions de pleurer sur son sort.

***

Un grand ami de M. Caballero, le radical-socialiste Azana, a goûté quelque temps les charmes de la détention préventive sur un bateau de guerre. C'est lui qui organisa les déportations en masses d'anarchistes et de syndicalistes vers les bagnes de la Guinée espagnole. C'est lui qui en janvier 1933, apprenant la proclamation du communisme libertaire par les paysans de Casas-Viejas, donna l'ordre de massacrer les insurgés sans distinction d'âge ni de sexe. Et comme le commandant de la garde civile s'étonnait d'un ordre pareil, en demandant confirmation, Azana le regarda fixement dans les yeux : « J'ai dit : tirez au ventre »... (Extrait de l'enquête judiciaire sur les atrocités de Casas-Viejas).

***

Le rôle de boucher assumé par les politiciens socialistes et radicaux-socialistes vis-à-vis du peuple espagnol ne manqua pas de surprendre les braves militants français, oublieux des hauts-faits des social-démocrates allemands Ebert, Noske et Severing.

Monsieur Fabra-Ribas, chef de la gauche socialiste, interrogé à ce propos par les socialistes Alice Jouenne et Robert Duchez et par l'instituteur syndiqué Maurice Wullens, leur a fourni les explications suivantes (voir *Les Humbles*, 17e série, cahier nº 6, Juin 1932, p. 12) :

« Le parti socialiste espagnol est un parti guesdiste. »

» Moi, je suis guesdiste de formation et *je le suis* » *demeuré*.

» Nous avons fait ce que ni P. S., ni P. C., ni » C. G. T., ni C. G. T. U., ensembles ou séparement, ne » sauraient faire en France.

» La loi d'exception ? JE NE LA JUGE PAS ASSEZ » FORTE. Nous ne sommes pas des Kérensky. Je re- » grette quant à moi qu'elle ne comporte pas un autre » article donnant le droit de FUSILLER SEANCE TE- » NANTE ceux qui se soulèvent.

» Je crois que le Parti Socialiste Espagnol doit ren- » trer dans l'opposition le plus tôt possible. Mais il n'y » a pas de parti républicain pour prendre le pouvoir seul. » Alors nous devons rester, en attendant... Mais nous » sortirons de là plus rouges que nous y sommes » rentrés...

» Les déportations ? IL FAUDRAIT UN SECOND » BATEAU POUR BATA... Les anarchistes comme As- » caso et Durutti sont des FOUS, des IMBECILES. Ils » relèvent de la psychiâtrie. On ne discute pas avec » eux. Je vous le répète : pris sur le fait, je voudrais » que l'on fusille sur-le-champ ces résidus de l'ancien » régime sans aucun remords... »

Ainsi donc, davantage de ministres socialistes au pouvoir, ou mieux « tout le pouvoir au parti socialiste », cela signifiait aux yeux même d'un Fabra-Ricbas la possibilité de pousser un peu ou beaucoup plus loin la répression sanguinaire dont l'Espagne est le théâtre depuis plus de trois ans ! Cela signifiait le droit de vie et de mort sur tout citoyen, le droit de fusiller au coin des rues, le droit d'envoyer tous les mécontents crever dans les déserts du Rio-del-Oro et les fièvres de la Guinée ! Le droit de transformer *chaque* village espagnol, ainsi qu'à Casas-Viejas, en un brasier dévorant les corps encore vivants de femmes et d'enfants assassinés par la soldatesque !

***

Grâce à la législation « socialiste », on a pu récemment, appliquer aux travailleurs socialistes ou simplement républicains des peines du genre de celle-ci :

Pour distribution de tracts : 12 ans de prison. Pour avoir tenté de persuadé un jaune de quitter le travail : 15 ans de prison. Injures à agent : 5 ans. Etc...

Mais cela ne pouvait satisfaire un Fabra-Ribas ou un Caballero, de pouvoir frapper les individus ayant commis un délit. La dictature doit se forger de meilleures armes !

Une autre loi « socialiste », votée par les cortès le 8 août 1933 stipule des peines de 1 à 5 ans de prison contre tous les individus qui, *sans avoir commis aucun délit*, présentent cependant « une inclination aux délits », ont de « mauvaises fréquentations », ou représentent « un danger pour le régime ». Cette loi, dite « sur le vagabondage » n'a d'équivalent dans aucun pays d'Europe. Elle permet d'arrêter tout individu dont les autorités désirent se débarrasser. Son auteur est toujours le « Lénine Espagnol », soutenu par toute la fraction socialiste aux Cortès. Il est impossible aux fascistes espagnols de surrenchérir sur la défense de l'ordre social capitaliste, telle qu'elle fut organisée par les gouvernants socialistes.

***

Bien que la République espagnole nous ait tué plus d'hommes en trois ans que la Royauté en un demi-siècle, bien que nous ayons depuis décembre 1933 près de 15.000 des nôtres dans les prisons, nous n'avons pas dit notre dernier mot et nous ne désespérons pas de la victoire décisive qui leur ouvrira, ainsi qu'à l'Espagne et au monde entier, les portes splendides de la Liberté.

Quant aux avantages que les combattants de la liberté pourraient tirer d'une dictature révolutionnaire à la façon bolchéviste, nous pouvons les apprécier à travers le témoignage suivant, publié sous la signature de Mr Jacques Sadoul, du P. C. F., par la *Librairie de l'Humanité* (Notes sur la révolution bolchévique, p. 306):

« On ne parle à Moscou, depuis hier, que du net- » toyage des nids d'anarchistes effectué par les bol- » chévicks, dans la nuit du 11 au 12 à coups de mi- » trailleuses et de canons. Trotzky est rayonnant : la » population, *y compris la bourgeoisie*, est joyeusement » surprise de la rapidité discrète avec laquelle cette » opération de police a été préparée et exécutée...

» Les partis d'opposition sont attérés. Cette répres- » sion impitoyable menace en effet ceux qui seraient » tentés de créer des difficultés au gouvernement. Ce- » lui-ci, en s'attaquant avec énergie au parti *le plus* » *fort, le mieux organisé et le plus populaire dans les* » *faubourgs*, oblige les autres à réfléchir et à se con- » solider. »

«L'Esta Catala» à l'œuvre

Sous le prétexte de lutter contre le gouvernement Lerroux, le triumvirat Badia-Dencas-Menedez n'a fait autre chose qu'un putsch fasciste dirigé principalement contre la C. N. T. et la F. A. I. Depuis un an déjà en Catalogne, les syndicats étaient dissous par ordre de ces messieurs, les journaux continuellement censurés, les militants arrêtés étaient battus et torturés dans les postes de police s'ils appartenaient à nos organisations. Le mouvement d'Octobre 1934 fut déclanché par la police et par les milices catalanes au cri de « Mort à la F. A. I. ! » Il fut précédé de la suppression de notre presse et de l'arrestation de plus de soixante militants qui furent ensuite accusés « d'avoir fomenté la grève générale » (!). Lorsque le comité régionale de la CNT donna le signal de rouvrir les locaux syndicaux, les mercenaires de la Généralité les mirent à sac. Au syndicat des travailleurs du bois, la fusillade éclata entre la police et nos camarades et dura plus d'une heure. Peu de temps avant la honteuse capitulation des dictateurs catalans, l'ordre fut donné aux sbires nationalistes de fermer les ateliers et la rédaction de « Solidaridad Obrera », le quotidien catalan de la C. N. T. Voici, de source directe, les détails de l'opération accomplie par la police catalane :

« Un accord était intervenu entre notre comité régional et la direction du journal pour ne laisser dans les locaux qu'un seul camarade, afin de recevoir les rares communications téléphoniques qu'on recevait de Madrid et de Saragosse, et d'y répondre. Tandis que le camarade en question était à l'appareil, il fut surpris par une nuée de policiers et gardes d'assaut qui, revolver en main et tremblants de peur lui dirent qu'ils savaient qu'une réunion clandestine de la F. A. I. avait lieu dans les bureau du journal, qu'ils avaient ordre d'arrêter tout le monde. Ces braves firent marcher devant eux le camarade en guise de bouclier contre la riposte possible, ce qui fut l'origine de deux petits incidents tragi-comiques, en raison de la « nervosité » héroïque des envahisseurs.

» Le premier de ces incidents fut provoqué par une porte de communication condamnée de longue date et qui sépare les locaux de la rédaction d'un local voisin, loué à un particulier. Au même moment, une perquisition avait lieu de l'autre côté de la porte, non sans quelque vacarme. Entendant du bruit et des voix, les policiers occupant la rédaction croient être tombés sur la réunion clandestine et sont pris de panique. Plus mort que vif, le chef ordonne d'enfoncer la porte ; il n'est pas écouté, mais de l'autre côté, l'escouade voisine s'inquiète à son tour, croyant avoir à faire à des adversaires. Voilà le camarade cloué contre la porte, tandis que d'un côté comme de l'autre les policiers tâchent de faire peur à la peur en criant comme des forcenés, et menacent de tirer des coups de fusil si on n'ouvre pas. Il fallut l'intervention du voisin d'étage pour les faire revenir de leur méprise, et seule la frousse qui les empêcha de se servir de leurs armes, sauva le camarade employé comme bouclier.

» Une fois persuadés que nulle réunion n'avait lieu, ils se mettent en devoir de perquisitionner dans les paperasses. Ayant sans doute repris force et courage, un des policiers fait le matamore et presse involontairement la gâchette de son pistolet, perçant à mort... un volume de la Grande Encyclopédie sur les rayons de la bibliotthèque. A peine ce coup de feu entendu, la rue et toutes les fenêtres et balcons des maisons d'en face se hérissent de canons de fusils braqués contre la rédaction de *Soli* par plus de cent policiers, gardes d'assaut, esquamots et autres « alliancistes ». Ce fut le deuxième danger auquel notre camarade échappa ce jour-là. »

Pour que leur visite ne soit pas inutile, les sbires s'emparèrent de l'incomparable bibliothèque sociologique, riche de plusieurs milliers de volumes rares, qui était réunie dans la rédaction de *Soli*. Mais leur triomphe fut de courte durée. Bientôt cette « révolution » sortie des égoûts, et que les couleurs verdâtres et kakhi des uniformes faisait ressembler à une invasion de matières fécales, reprit son chemin et sa pente naturelle. C'est par une descente secrète pratiquée longtemps à l'avance dans le carreau de sa « salle de bain » que Badia gagna le royaume souterrain de l'ordure, et de là s'enfuit à l'étranger. C'est dans les égoûts également qu'on retrouva les armes, les insignes, les équipements et les uniformes dont se paraient ses nombreux partisans. C'est des cloaques puants de Barcelone qu'est sortie la fameuse campagne de presse contre les « traîtres de la F. A. I. ».

Il nous reste du moins cette consolation dans notre deuil et notre rancœur : c'est que le fascisme catalan est mort. Il s'est tué lui-même, le ridicule l'a crevé. Des deux fascismes que nous avions à combattre, il n'en reste plus qu'un debout : le fascisme espagnol de Gil Robles et Lerroux.

Nationalisme, ou Fédéralisme ?

par A. P.

La presse marxiste reproche aux anarchistes d'Espagne leur trahison envers la cause du « nationalisme catalan », qui parait-il a été vaincu par leur faute.

A cela, deux choses sont à répondre. La première, que la cause *nationaliste* n'a et ne saurait avoir aucun rapport avec l'émancipation humaine que poursuivent les anarchistes. La seconde, que cette cause, en ce qui concerne les « nationalités » (catalane et autres) appartient à une politique morte-née, dont on consent encore à vivre, mais pour laquelle nul ne veut plus mourir.

LA DUPERIE NATIONALISTE

Qu'est-ce que le nationalisme ? La revendication du droit à constituer un Etat national séparé. Est-ce que la constitution d'un Etat catalan pouvait alléger en quelque mesure que ce soit le fardeau de l'exploitation et de la crise sur les épaules des travailleurs ? Est-ce qu'elle pouvait diminuer le nombre des parasites sociaux, ouvrir de nouveaux débouchés, ou accroître les libertés civiques ? Non, tout au contraire : une nation catalane aurait été infailliblement vassalisée, « portugalisée » par l'impérialisme étranger. Qu'on songe au sort de Cuba, des Phillipines, qui se sont donnés un Etat national, et sont tombés dans un esclavage d'autant plus profond qu'il affectait des formes plus hypocrites. En perdant le marché intérieur espagnol, le textile catalan serait tombé dans une situation quasi-coloniale vis-à-vis de la finance française et la bourgeoisie catalane n'ignore pas les restrictions que cette situation comporte. D'autre part, en réalisant le programme « national » des fascistes de l'Esquera, le prolétariat et la paysannerie catalans auraient rivé à leurs pieds le boulet d'une autorité d'autant plus intolérable qu'elle eût été plus proche, plus totale et moins contrebalancée par le jeu des oppositions de partis.

A qui le nationalisme catalan pouvait-il profiter, matériellement ou moralement ? A personne, sauf aux gouvernants mêmes de la Généralité, à qui Madrid semblait disposé à fendre l'oreille, et qui auraient trouvé là un moyen unique de sauvegarder leurs prébendes, de renforcer leurs privilèges et d'accroître leur parasitisme. De fait, on a vu le mouvement nationaliste du mois d'Octobre prendre la forme d'un pronunciamento de tous les mercenaires particuliers de la Generalidad (Esquamots, Gardia d'Assalto et Mozos de Escuada). Cela dura jusqu'au moment où la partie s'avérant perdue par le passage du général catalan Batet dans le camp du gouvernement espagnol, tous ces messieurs tournèrent casaque et s'empressèrent de capituler sans même chercher à sauver les apparences.

QUE POUVAIT-ON FAIRE ?

Les ouvriers et les paysans auraient pu tirer du pronunciamento catalan un unique avantage : mettre à profit les querelles des deux gouvernements de Madrid et de la Généralité pour les renverser tous les deux. Mais pour cela, il aurait fallu que la dispute entre Lerroux et Companys ait été une lutte véritable, et non pas une mascarade. Il aurait fallu également que des armes fussent à la portée des masses populaires, Et, sauf aux Asturies, ce n'était pas le cas. Les gouvernants catalanistes avaient si peu l'intention d'engager une lutte sérieuse contre Lerroux qu'ils avaient refusé des armes et une place au combat, non seulement aux anarchistes, mais encore à l'Alliance socialo-communiste, dont les « troupes » mises à la disposition de l'autorité nationaliste, furent traités plutôt comme des otages ou des prisonniers que comme des auxiliaires. Tout en se présentant officiellement comme les lutteurs de l'indépendance catalane, les Alliancistes en réalité, firent en Catalogne beaucoup moins de travail que les anarchistes. En définitive les marxistes réalisèrent le désarmement des travailleurs devant le fascisme catalan — et les anarchistes, comme nous le verrons, réussirent à désarmer le fascisme catalan au profit des travailleurs.

CAPITULATION IDEOLOGIQUE DES MARXISTES

Lorsque nous disons que les marxistes désarmèrent les prolétaires catalans, nous n'envisageons pas seulement le fait que les « combattants » alliancistes se virent dépouillés de tout moyen technique de combat et de toute initiative par les soins du gouvernement national, auquel ils avaient prêté hommage. Nous faisons allusion aux idées tout autant qu'aux baïonnettes, car les unes ne sont pas moins nécessaires que les autres pour réaliser une révolution.

L'idée que « notre propre gouvernement est toujours notre ennemi principal » constitue l'arme idéologique essentielle de toute lutte émancipatrice. A cette idée internationaliste et révolutionnaire, les disciples actuels de Marx et de Lénine ont substitué la proposition contraire, suivant laquelle notre maître direct (ici le gouvernement catalan) est en même temps notre ami et notre soutien dans la lutte contre « l'impérialisme » international, l'oppression du « grand capitalisme », etc. Lénine lui-même attribue au prolétariat la mission d'être « le plus ardent protagoniste des luttes nationales, et le dernier à rester sur la brèche, si tous les autres font défaut » (1). Comme aujourd'hui les bourgeois, à quelque race qu'ils appartiennent, ont abandonné en fait le rôle de Don Quichottes nationaux, pour devenir les hommes d'affaires du capital impérialiste, le prolétariat se trouve investi par les marxistes de la mission suivante : *réaliser au prix de son propre sang le programme avorté et failli dont s'affuble encore, (mais seulement en paroles) la partie la plus rétrograde de la bourgeoisie moderne.*

LA PRATIQUE DU « LENINISME »

C'est ainsi qu'on a pu lire en 1931 dans la presse communiste « de gauche », dont le P. C. espagnol adopta plus tard les conceptions tactiques, une résolution éminemment « marxiste » en faveur de l'autonomie nationale de la Navarre, de la Galice et de la Vascogne (!), sous prétexte que ce programme petit-bourgeois, usé au-delà de la corde, était abandonné des cléricaux eux-mêmes et ne pouvait donc être réalisé que comme programme... d'une dictature du prolétariat ! (2)

On croirait rêver si on ne savait pas que, dans *toutes* les questions de la politique mondiale — armistice, traité de Versailles, question des dettes, minorités nationales, plébiscites, désarmement, irrédentisme, vassalisation, statut des peuples coloniaux, etc... etc. — *la même attitude* fut assumée par la IIIe Internationale, de manière à inféoder *partout* le mouvement prolétarien à un fascisme national quelconque, à le dépouiller de sa finalité et de son caractère propre et finalement à le jeter pieds et poings liés sous la hache du bourreau. Cette histoire, la IIIe Internationale l'appelle l'histoire des *trahisons* de la bourgeoisie turque, allemande, chinoise, hindoue, perse, afghane, lettone, marocaine, bulgare, polonaise, etc... etc... Nous l'appelons, nous, l'histoire des trahisons de la IIIe Internationale (3).

L'ETAT LIBRE, OU L'HOMME LIBRE ?

« Droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ». C'est avec de telles paroles que l'on a remis le sort du prolétariat chinois entre les mains d'un Chang-Kaï-Shek, le sort du prolétariat polonais entre les mains d'un Pilsudski, le sort du prolétariat catalan entre celles d'un Dencàs. On savait pourtant, à Moscou, que les théories de ces assassins d'ouvriers étaient purement fascistes, que leurs mains étaient déjà rouges du sang du peuple. On savait que Kemal Pacha, le copain de Staline, croit avoir perdu sa journée s'il n'a pendu quelque « communiste » turc. On savait que Companys avait jeté dans l'illégalité, depuis un an déjà, toutes les organisations syndicalistes de Catalogne, organisant contre leurs militants une véritable campagne de Terreur. Et purtant, l'on persiste toujours à considérer les chauvinistes, leurs pronunciamentos, leurs plébiscites, leurs séparatismes et leurs nationalismes comme les interprètes du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ».

Droit du peuple sarrois à opter entre le choléra tricolore et la peste brune ? Droit du peuple hindou à être saigné par ses bonzes et ses radjahs sans le concours de l'autorité anglaise ? Droit du peuple catalan à subir la matraque des chemises vertes de l'Esquerra ? Est-ce donc cela, le droit des peuples à choisir librement leur sort ?

Non ! Mille fois non ! Le droit de se donner des maîtres et le droit des maîtres à s'imposer à ceux-là même qui ne les ont pas souhaités ni préférés, ce n'est pas la Liberté que nous avons à défendre. C'est la liberté de l'Etat, autrement dit l'esclavage de l'Homme.

FEDERALISME CONTRE NATIONALISME

Nous ne reconnaissons pas, quant à nous, de « défense nationale », de « nationalités opprimées ».

« Il n'y a, sous la domination capitaliste, pas de droit de libre disposition nationale. Pour les classes bourgeoises, le point de vue national est entièrement subordonné à la domination de classe. » — ROSA LUXEMBOURG.

Ce qui est attaqué, ce qui est opprimé, ce n'est jamais la nation, cet être imaginaire, cette idole des temps modernes. Il n'y a d'opprimé, il n'y a d'attaqué que l'individu, l'être humain, avec son cercle d'intérêts et d'affections, la liberté et la dignité de sa personne, et les quelques collectivités réelles auquelles il se rattache. L'agresseur, l'oppresseur de tout cela est le même sous toutes les latitudes. C'est l'Etat, c'est-à-dire l'Armée, la Loi, le Fisc, le Capital, la Police, l'Eglise, le Code. Et en face de cet ennemi, l'homme moderne n'a qu'une défense : la solidarité librement consentie la coopération avec les compagnons de travail et de vie dans un groupe égalitaire librement choisi, l'accord des groupes entre eux pour les nécessités communes de l'existence ou de la lutte : le Fédéralisme.

Les fédéralistes espagnols, lorsqu'ils proclament la Commune Libertaire, proclament du même coup le libre développement de toutes les expériences de vie, de toutes les tentatives d'organisation sociale, de toutes les croyances et de toutes les affinités humaines. Ils placent à la base de tout cela deux principes, sans lesquels la cohabitation de la terre devient nécessairement un enfer : l'interdiction d'accaparer au-delà des besoins immédiats, et la liberté de circulation des idées, des personnes et des choses.

Les marxistes et fascistes, en proclamant l'Indépendance Nationale, posent en principe la monopolisation du pouvoir, l'interdiction de circuler, et l'accaparement généralisé qui sont contenu dans l'idée et dans la nature de l'Etat.

D'un côté le « Nationalisme », c'est-à-dire « liberté » réservée à l'Etat. De l'autre côté, le Fédéralisme, les hommes libres sur la Terre Libre.

Tel est, et reste le dilemne qui se place devant le peuple catalan, devant le peuple espagnol, devant tous les peuples.

Telle est la grande lutte de notre temps.

---

(1) Lénine — « Contre le courant ».

(2) André Nin écrit dans *La Vérité* du 15 août 1931 : « L'opposition communiste de gauche, s'inspirant non des formules mortes, mais de l'expérience vivante, affirme que la révolution démocratico-bourgeoise ne peut être réalisée que par la dictature du prolétariat. »

(3) Cette accusation fut déjà formulée par R. Luxembourg dans « La Révolution russe » (1918) :

« La phrase de « l'autonomie des nationalités » et tout le mouvement chauvin qui l'utilise forment aujourd'hui le plus grand danger menaçant le socialisme international... Les destinées tragiques de cette phraséologie à deux tranchants dont les bolchévicks devaient être atteints tout les premiers, *en lui sacrifiant la révolution russe*, doivent servir d'exemple et d'avertissement au prolétariat de tous les pays. »

Histoire d'une Grève générale

Lettre d'Espagne

LES ANARCHISTES ESPAGNOLS N'ONT PAS DE CHEFS !

La chose n'est pas seulement vraie en théorie, mais en pratique. Toutes les fois qu'un camarade responsable d'une fonction a voulu se targuer de son influence sur les décisions des organisations ouvrières et faire trafic d'une autorité organisatoire ou morale, dans un but désintéressé ou non, il a été presqu'immédiatement chassé. C'est ainsi que Pestaña, Peiro et leurs vingt-huit compagnons de tendances, furent invités à rendre des comptes à la base, puis relevés de leurs fonctions et finalement chassés de l'organisation pour avoir passé au nom de la C. N. T. un accord politique avec le gouvernement de Catalogne, en s'engageant à ne pas déclancher de grèves avant le troisième mois d'existence de la République.

De tels engagements, qui ont été et sont encore accepté par les organisations politiques et syndicales socialistes et communistes sont incompatibles avec l'idée libertaire et fédéraliste, — laquelle non seulement interdit aux camarades responsables de déclancher ou d'arrêter des grèves autrement que de l'avis des intéressés — mais encore proscrit toute espèce de marchandages diplomatiques envers les organisations politiques.

Il peut arriver que, dans une intention généreuse, un camarade ou un comité de camarades soit porté à abuser de ses fonctions et entre en négociation avec l'ennemi social sans mandat précis des organisations de base. Cette conduite est considérée par les anarchistes comme explicable, mais non pas comme excusable. Et les sanctions les plus rigoureuses viennent sans délai rappeler aux négociateurs que, chez nous, nul ne peut se prévaloir de l'adhésion d'autrui à un pacte dont il n'a pas eu loisir d'apprécier les termes.

Bien plus, que si la règle en ces matières avait été violée en fait, l'initiative et le contrôle des organisés sur les organisateurs, par son intervention immédiate, viendrait réduire à néant les effets de n'importe quel compromis !

Dans ces conditions, nous croyons pouvoir démontrer que les anarchistes espagnols, vu la nature pratique de leur mouvement, n'ont dans leur sein aucun « chef » et n'ont besoin des conseils d'aucun parti pour démasquer, pour châtier et pour annihiler immédiatement dans ses conséquences toute œuvre de « trahison » manifestant l'existence d'un empiètement de l'autorité sur les droits irrépressibles des révolutionnaires.

Et cela même sous un régime de complète illégalité.

V. R.

LA VERITE SUR « L'ORDRE DE RENTREE ».

Dans la presse communiste de France (*Monde* et *l'Humanité*) ainsi que dans les productions épistolaires des camarades « Géo » et Augustin Hamon, il est beaucoup question d'un ordre de rentrée lancé en pleine grève générale et qui démontrerait, paraît-il, la collusion étroite des anarchistes avec le général Batet. Mais nulle part ne sont décrites avec précision les circonstances dans lesquelles eut lieu cette trahison : on se contente d'allusions.

N'ayant rien à cacher au prolétariat révolutionnaire qui doit tirer des leçons de toutes les fausses manœuvres et de toutes les fautes commises dans la lutte, nous allons essayer de faire un récit exact de ce qui s'est passé.

Après avoir été successivement pourchassés par les Esquamots et les Gardia d'Assalto de la Généralidad, puis calomniés par les hommes de l'Alliance Ouvrière catalane (qui eux-mêmes, sans armes ou presque, étaient incapables de rien faire) les camarades de la C. N. T. assistèrent à Barcelone à la déroute grotesque du nationalisme catalan devant les troupes de Madrid. Ils en conclurent que le putsch catalaniste était terminé et que tout ce qui restait à faire était d'accumuler, en vue d'une action révolutionnaire ultérieure, les armes et les munitions que Companys avait longtemps refusé à la F. A. I., mais que ses miliciens, suant de peur, abandonnaient maintenant à pleins tombereaux. Ce qui fut fait avec une présence d'esprit et une intrépidité remarquable. Mais un peu partout, autour de Barcelone, les jeunes de la FAI tenaient le pavé et brûlaient du désir de se battre. Leur faire passer l'armement « récupéré » à Barcelone, il n'y fallait pas songer. A plusieurs reprises les responsables de Barcelone envoyèrent des courriers pour établir la liaison, mais les troupes de Batet interceptaient les communications. Par contre, la fausse nouvelle se répandit, par des voies on ne peut plus suspectes, que « la F. A. I. était maîtresse de Barcelone ». Et à Barcelone même on apprenait dans la complète impuissance d'une ville occupée, que des localités catalanes partaient en insurrection et proclamaient le communisme libertaire !

Soucieux d'éviter des sacrifices inutiles, le Comité Régional et le Fédération locale de Barcelone, réunis clandestinement, étaient par ailleurs dans l'ignorance la plus complète des événements du reste de l'Espagne. Il n'y avait plus, en effet, ni poste, ni radio, ni téléphone, ni journaux depuis cinq jours !

Un camarade proposa de recourir à la T. S. F. gouvernementale pour informer les camarades de la fin du mouvement catalaniste en les engageant à reprendre le travail. Ce qui fut fait (en dépit de toutes les traditions et de tous les principes du mouvement) car on ne voyait aucun autre moyen d'éviter une saignée et une répression inutile.

Lorsque les ouvriers entendirent cet appel radiophonique, ils crurent à un piège des autorités. Tout ceci se passait dans la nuit du 9 octobre.

Le matin du 10, de nombreuses feuilles clandestines furent distribuées par des militants de la C. N. T. dans les quartiers ouvriers, désavouant la radio de la veille et les engageant à ne pas reprendre le travail, au nom des organismes de base de la Confédération. Partout cette parole courageuse fut suivie.

A Barcelone même, des militants de la F. A. I. et de la C. N. T., comprenant la faute commise par le Comité Régional et voulant éviter qu'elle ne fut aggravée par la publication d'un numéro autorisé de *Solidaridad Obrera* portant l'ordre de rentrée, se portèrent carrément aux ateliers du journal pour empêcher la parution de celui-ci par tous les moyens. Le soir-même, les responsables du Comité Régional et de la Fédération Locale étaient mis en demeure de démissionner, et l'organisation dans son ensemble s'était entièrement re-

Par ceci on peut s'apercevoir comme les masses de la C. N. T. fonctionnent et les militants aussi, lorsqu'un de ses comités responsables se trompe. On peut souhaiter à n'importe quelle organisation syndicale du monde de voir ses syndicats intervenir aussi rapidement lorsqu'un organisme fédéral dépasse son mandat. La réaction a été si profonde et si claire, dans les syndicats que, non content d'avoir exigé la démission immédiate des responsables, ils prononcèrent l'exclusion pure et simple de la C. N. T.

Je crois qu'en ce point personne n'en peut remontrer aux anarchistes et moins que tous les camarades socialistes qui, depuis très longtemps, n'ont d'autre ligne de conduite que celle tracée par les chefs, sans parler des camarades communistes qui, pour prendre une sanction même dans les cas de fautes graves doivent en référer à la Russie et attendre les usakes que le Polit-Bureau et Manioulsvoudront bien leur dicter.

L. G.

LETTRE D'UN EXCLUS DE LA C. N. T.

« Barcelone, 7 janvier 1935.

» Cher Camarade,

» Je suis très peiné de ce que toi aussi fasses » comme la majorité. Nul homme n'est infaillible, » et moi comme les autres, j'ai failli. Ce sera le » remords de toute ma vie et tu peux croire que si » nous avons fait ce qu'on nous reproche, nous » n'avons agi ni par peur, ni par intérêt. Si nous » avons agi de la sorte, sois persuadé que nous » avons cru en cela servir l'intérêt de la Révolu- » tion et de la classe ouvrière. Cela n'était pas ? » Nous ne pouvons que le regretter...

» Je pense que tu sais de quelle façon se sont » déroulés les événements à Barcelone. En tout » cas, je vais te dire quelle fut la cause fonda- » mentale de notre attitude.

» Après la défaite sans combat des éléments » de l'Alliance Ouvrière catalane, et leur fuite af- » folée à travers la province, ces saligauds, pour » se venger sur nos camarades de leur propre » frousse devant les troupes du général Batet et de » notre mépris pour leur pantomime politicienne, » commencèrent à répandre systématiquement la » nouvelle que Barcelone était tombé au pouvoir » de la F. A. I.

» Dans de très nombreuses localités, les cama- » rades, impressionnés par ces racontards perfides, » se lancèrent dans une lutte inégale contre les » forces gouvernementales et ce fut pour arrêter ce » massacre inutile des meilleurs d'entre les nôtres, » que nous avons décidé de lancer par radio l'ordre » de reprise du travail.

» C'était le seul moyen que nous ayons à notre » disposition pour essayer d'avertir nos camarades » — à Ripols, St-Cugat, Sabadell, etc. — que » nous n'étions pas les maîtres et qu'il ne fallait » pas continuer une lutte sans issue, du moment » que les troupes de Batet étaient maîtresses de » Barcelone.

» En toute sincérité, je te dirais qu'au moment » de lancer cet ordre, nous ignorions tout du res- » tant de l'Espagne, et il nous était impossible de » ~~nous avons tout de même la satisfaction d'avoir~~ » rien savoir des Asturies. Si nous avons failli » nous avons tout de même la satisfaction d'avoir » sauvé la vie à beaucoup de camarades C'est peu ? » ~~sauvé la vie à beaucoup de camarades. C'est peu ?~~

» Reçois, cher camarade, etc...

P...

La Révolution espagnole sera fédéraliste, ou ne sera pas !

par D. A. SANTLLAN

Nous publions ci-dessous la conclusion d'une longue étude rédigée par le camarade D. A. Santillan pour l'organe anarchiste espagnol *Tiempos Nuevos* (Les Temps Nouveaux), sous le titre général « Les anarchistes et l'insurrection d'Octobre ».

Après avoir constaté le caractère fasciste du coup d'Etat catalan, dont la violence fut presqu'entièrement dirigée contre la C. N. T. et la Fédération Anarchiste Ibérique, et déploré les conceptions totalitaires qui poussèrent les socialistes à réclamer « tout le pouvoir », puis à rester inactifs dans les neuf dixièmes de l'Espagne, dans la crainte de voir ce mot d'ordre être dépassé par les masses, en cas d'armement général du prolétariat, l'auteur cite en exemple l'action révolutionnaire des mineurs asturiens qui permit la coexistence et la collaboration de plusieurs tendances, chacune avec ses réalisations propres.

Les anarchistes espagnols se sont refusés et se refuseront toujours à situer la lutte antifasciste sur le terrain de la conservation des privilèges acquis. Ils n'admettront pas non plus qu'on les fasse tuer, eux et les meilleurs éléments du peuple espagnol, pour aboutir à une situation où les partis de gauche, vainqueurs du « fascisme » s'entr'extermineraient impitoyablement dans une lutte pour le pouvoir jusqu'à ce que se réalise la centralisation politique entre les mains d'un gouvernement totalitaire. Ce gouvernement, quelqu'il soit, serait en définitive un pouvoir fasciste et le sang du prolétariat aurait coulé en vain...

Par contre, les anarchistes espagnols sont prêts à admettre une alliance fédérative de toutes les organisations ouvrières, sur le terrain de la révolution sociale. Ils reconnaissent le droit à l'existence de ces organisations comme de la leur propre. Ils souhaitent voir se réaliser dans le sein de la population laborieuse des expériences de vie collective conformes au vœu de chaque localité ou région selon les tendances qui leur sont particulières, et les modes d'organisation intérieure qui leur paraîtront préférables.

L'expérience a prouvé qu'aucune révolution sociale ne pouvait être faite contre la C. N. T. ou sans elle. La C. N. T. ne prétend pas non plus triompher seule, ni imposer ses directives à toute l'Espagne. Il y a place pour toutes les bonnes volontés dans le renversement du fascisme et du capitalisme, à la seule condition que chaque tendance renonce à la prétention d'instituer un régime totalitaire, un monopole du pouvoir, une autorité centrale primant le droit d'initiative des masses.

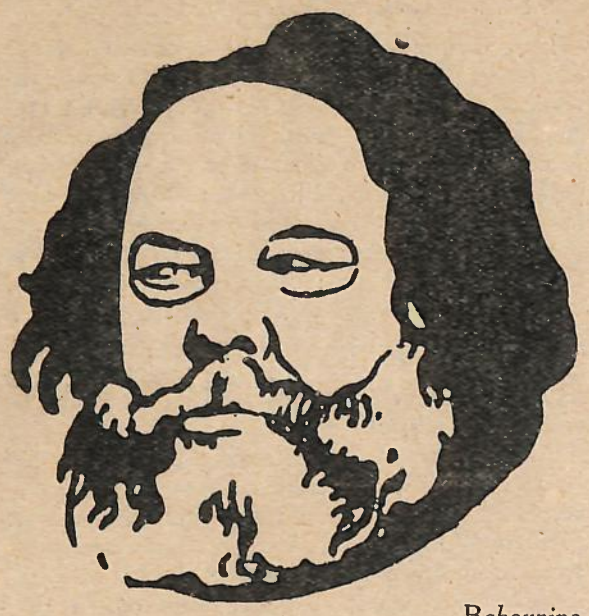
Le jour où les partis ouvriers manifesteront la volonté d'entreprendre la transformation sociale *sur le plan fédéral* au lieu d'édicter des mesures automatiquement applicables à tous *par voie parlementaire ou dictatoriale*, ce jour-là le véritable front unique sera réalisé, la réaction repoussée et les jours du capitalisme seront comptés.

TERRE LIBRE.

PAIN ET LIBERTE POUR TOUS !

On parle de la nécessité d'un front unique pour empêcher l'avènement du fascisme. Rien n'est plus logique que l'union de tous ceux qui se considèrent comme les ennemis de la réaction fasciste, afin d'empêcher son triomphe. Mais il y a une chose qu'on ne doit pas oublier : l'antifascisme en lui-même n'est pas un moyen contre le fascisme. L'antifascisme ne sert à rien, s'il se présente au nom de la démocratie parlementaire, du capitalisme pourri. Nous sommes antifascistes en un tout autre sens : nous voulons enrayer la crise actuelle au moyen d'une nouvelle structure sociale, et non pour maintenir en vie les illusions de la démocratie. Nous considérons qu'il n'y a point de solution au problème fasciste en dehors d'une reconstruction sociale révolutionnaire par l'initiative et l'union des travailleurs.

Les problèmes d'aujourd'hui ne peuvent être séparés de ceux de demain, et si nous offrons de collaborer avec d'autres forces sociales, ce n'est pas pour s'opposer au « fascisme » et maintenir la « démocratie », mais pour créer un ordre nouveau. Il n'y aura de véritable action antifasciste qu'autant que les antifascistes se mettront d'accord sur la solution à apporter aux problèmes que pose la faillite du capitalisme, et il ne peut y avoir de véritable accord entre eux à ce sujet que par l'adoption de la solution fédéraliste, et par le rejet des prétentions totalitaires.



Bakounine

Peut-on espérer que nous arriverons à cette entente ? Si nous n'y arrivons pas, le triomphe du fascisme est certain et aussi la destruction de notre espoir dans une humanité meilleure. Nous voulons marcher vers l'avenir et maintenir ouvert cet avenir avec l'aide de toutes les forces progressives ; c'est pourquoi nous faisons appel à tous les hommes de bonne volonté. Qu'ils se joignent à la lutte pour assurer le pain et la liberté *pour tous*.

« PAIX ENTRE NOUS, GUERRE AUX TYRANS »

Nous proposons que des ententes s'établissent entre producteurs, quelle que soit leur organisation, de la base au sommet, à l'usine, entre syndicats, entre fédérations d'industrie. Il ne suffit pas de dire : exterminons l'ennemi d'aujourd'hui et demain nous verrons ce que nous devons faire. Ceci n'est pas une solution, ce n'est qu'un détour pour ne pas aborder les véritables problèmes révolutionnaires. Si nous mâtons l'ennemi commun d'aujourd'hui pour nous entredéchirer demain et pour confier à la seule force des armes le droit de survivre, le sacrifice ne vaut pas la peine parce que les vainqueurs se convertiront obligatoirement en ennemis du progrès, de la révolution et de la justice.

Persuadés de notre raison d'exister, nous ne pouvons nier le droit d'exister aux autres tendances sociales ; par conséquent nous devons nous entendre avec elles pour les travaux utiles à réaliser en commun. Mais jusqu'ici, aucune de ces tendances sociales n'a manifesté la moindre tolérance pour l'anarchisme, ni avant, ni après la révolution.

Cette situation est tragique parce que, dans ces conditions, nous devons nous fier à nos seules forces pour sauver l'humanité du cataclysme fasciste, avec la misère atroce et les destructions guerrières qui lui font cortège. Ne serait-il pas préférable d'assurer dès aujourd'hui le respect mutuel et la solidarité entre tous les courants sociaux amis du progrès ?

Il ne faudrait pour cela que renoncer au totalitarisme autoritaire, à l'exclusivisme sur le terrain social-révolutionnaire.

LE PREMIER PAS

Ce n'est pas la première fois que nous proposons cette solution, et si les circonstances nous en laissent le loisir, ce ne sera pas non plus la dernière. Nous sommes fermement décidés à accepter, sur cette base, toutes les modalités qu'on nous proposera.

La « révolution d'Octobre », à Barcelone, était dirigée beaucoup plus contre nous que contre les droites politiques, et dans le reste de l'Espagne, elle n'avait pour but que la dictature d'un parti ou d'un ensemble de partis dont nous aurions été les premières victimes. Exceptionnellement, dans les Asturies, un ensemble de circonstances avaient crée une ambiance de révolution sociale essentiellement prolétarienne.

Si on désire la révolution pour établir un nouvel ordre social où tous les tempéraments et toutes les idées puissent essayer leurs solutions, nous croyons qu'elle aura la plus franche adhésion des anarchistes ; mais, comme nous avons atteint l'âge mûr, il ne sera pas facile de nous séduire avec des promesses pour conserver la vieille armature sociale ou pour instaurer une nouvelle tyrannie, car dans ces conditions nous ne ferons pas le moindre sacrifice pour installer au pinacle de nouveaux maîtres ou de nouvelles formes d'exploitation et d'oppression.

LA REVOLUTION SOCIALE ET LA CNT

Bien qu'on nous accuse de nous être retranchés dans un aveuglement sectariste, nous conservons assez d'empire sur nous-mêmes pour appeler les choses par leur nom et pour réfléchir sur les tragédies de notre époque.

Si, pour arrêter l'avance du fascisme mondial, nous devions perdre nos organisations et disparaître comme mouvement, nous n'hésiterons pas une seconde. Pour sauver le progrès humain, pour que les portes de l'avenir ne se ferment pas pour toute une période historique, pour que le drapeau de la liberté flotte au prix même de notre existence comme organisation, nous accepterions ce dur sacrifice. Mais qu'on le veuille ou non, il ne peut avoir un Espagne une révolution à caractère social sans nous, et moins encore contre nous. Le mouvement d'Octobre 1934 était dirigé plus contre nous que contre les droites politiques. On a voulu réaliser sans compter avec nous ; agir ainsi c'était aller à la défaite certaine. Nous le disons sans amertume pour les adversaires d'hier et d'aujourd'hui. C'est notre cœur qui parle dans un suprême appel au bon sens, comme un appel à ceux que la haine de parti aveugle. La révolution se fera en Espagne avec la C. N. T. ou il n'y aura pas de révolution. Et s'il n'y a pas de révolution, ce sera le fascisme. Est-il possible que les hommes de la gauche politique et sociale ne le comprennent pas ? Il faut se résoudre froidement pour l'une ou l'autre solution. Aller contre les forces libertaires d'Espagne, quel que soit le drapeau levé, c'est se condamner à l'impuissance et ouvrier le chemin à la réaction. Avant, comme après Octobre, la C. N. T. est la pierre de touche d'une Espagne nouvelle.

Que se joignent à elle tous ceux qui détestent le fascisme, ceux qui regardent l'avenir, tous ceux qui comprennent que le fascisme signifie la chute dans la barbarie absolutiste du moyen-âge, tous ceux qui désirent une ère de liberté et de prospérité dans le monde. Il y a dans notre camp un poste pour tous les cœurs généreux et dévoués. La bataille finale se livre entre deux pôles : Fascisme et Révolution sociale, d'un côté Gil Robles, de l'autre la CNT. Dans le milieu se trouvent l'indécision, l'impuissance, l'illusion.

Ceux qui refusent leur appui à la C. N. T., refusent des forces au progrès et facilitent le triomphe de Gil Robles. Les mouvements sociaux ne s'improvisent pas et les trois lettres glorieuses gravées par tant d'années de sacrifices, de martyre, d'héroïsme, de pensée et d'action comptent pour quelque chose. On ne prendra peut-être pas ces paroles en considération ; mais elles valent quelque chose. Nous voudrions que les centaines de milliers d'ouvriers et de paysans révolutionnaires qui sont encore en dehors de l'organisation confédérale, quel que soit le motif de leur éloignement, s'apprêtent à rejoindre les rangs du prolétariat révolutionnaire. L'heure grave qui passe exige le maximum de cohésion, le sacrifice des passions mesquines, pour la grande œuvre à réaliser.

Il ne peut y avoir d'révolution en Espagne sans la C. N. T. Avec elle ou avec le Fascisme : il faut choisir !

D. A. SANTILLAN.

Les Feuilles de Documentation de « Terre Libre » — No 7.

Pour Dieu, pour le Pape, pour Gil Roblès

La réaction militaire-cléricale s'est déchaînée sur les Asturies avec une rage toute versaillaise. Chaque jour, sa presse réclame des fers, des gibets, des supplices, et cherche à exciter l'opinion publique par les récits d'« atrocités révolutionnaires » enfantés dans le cerveau monstrueux des admirateurs de l'Inquisition.

De même que la populace romaine criait : « Les chrétiens aux bêtes ? », de même le pape romain n'a pas craint d'exiger de Lopez Ochoa, par l'intermédiaire d'un envoyé spécial revêtu de la pourpre cardinale, qu'il livre la population impie et sacrilège des Asturies à toutes les fureurs de la soldatesque déchaînée.

L'Eglise confie volontiers au bras séculier des « africains » et des légionnaires le soin de frapper en son nom, quitte à achever insidieusement les blessés. Une déclaration récente émanant d'un député républicain établit qu'une association a été créée entre les dames catholiques d'Oviedo non seulement pour exiger du gouvernement des mesures d'extermination, mais encore dans le but d'achever les blessés révolutionnaires en traitement dans les hôpitaux. Dans ce but, les saintes femmes se proposent comme infirmières bénévoles, rodent autour des blessés et des agonisants, et par des « erreurs » dans l'application des médicaments et des injections précipitent charitablement la descente en enfer des mécréants commis à leurs soins. Une telle lâcheté peut sembler incroyable, mais le fait est authentifié par un témoignage formel, il est public et n'a pu être démenti jusqu'à présent. Voici d'autre part toute une série de documents de première main sur les beautés de la « république espagnole des travailleurs » en l'an de grâce 1935.

I

Extrait d'une lettre de M. Marco Miranda, député radical, au procureur de la République :

La première maison que j'ai visitée fut celle d'Antonio Moréna. Dans cette maison est établi un café dont la propriétaire, née Engracia Suarez, me narra ce qui suit:

Son époux, Manuel Sanchez Villanueva, se trouvait malade depuis huit mois des suites d'une opération chirurgicale. Le 12 octobre, dans la petite rue qui vient aboutir devant l'établissement, apparurent de très nombreux « maures » et d'autres soldats qui ne semblaient pas appartenir aux troupes africaines. A ce moment, toute la famille était à la maison, les portes fermées. Des coups violents furent frappés contre la porte et comme Engracia se disposait à ouvrir, son mari l'en empêcha, sortant du lit pour aller ouvrir lui-même. Arrivé à la porte, il ouvrit un volet qui en doublait intérieurement la partie vitrée, afin de savoir à qui il avait à faire. Aussitôt, la vitre vole en éclat et le canon d'un fusil est introduit dans la bouche du débitant terrorisé. Le coup part, il tombe raide mort. De nombreux coups de feu sont tirés par l'ouverture et les projectiles s'enchassent dans les murs, le comptoir, etc... Manuel Sanchez Villanueva laisse une veuve et quatre enfants, dont l'aînée n'est âgée que de huit ans.

Dans la maison appartenant à José Matias, j'ai visité Maria Garcia, veuve de José Villanueva et Enriqueta Urdagairai, veuve de José Fernandez, lesquelles m'ont raconté ce qui suit :

José Villanueva était agriculteur et sa famille jouissait d'une certaine aisance. José Fernandez tenait un commerce ; son établissement était sis vis-à-vis de la maison Villanueva. Les époux Fernandez étaient mariés depuis quelques mois à peine, la famille Villanueva avait un fils de quatorze ans qui fréquentait le lycée Asturiano. La boutique des Fernandez ayant été pillée par des émeutiers, ceux-ci s'étaient transportés, pour y vivre, au domicile des Villanueva.

Le vendredi 12 Octobre, vers cinq heures du soir, de très nombreuses troupes africaines (Maures et Légion Etrangère) se présentèrent à la porte. Villanueva s'en fut ouvrir, suivi de Fernandez et des femmes. L'enfant, qui avait été caché par sa mère, prit peur et sortit de sa cachette. Les deux hommes et l'enfant furent alors arrêtés et enchaînés. Aux femmes qui suppliaient à genoux qu'on ne fit pas de mal à des innocents, il fut ordonné brutalement de rentrer à la maison et de fermer les portes. Les deux femmes montèrent à l'étage et Maria, anxieuse, souleva les rideaux pour voir ce qui se passait au dehors. C'est alors qu'un coup de feu partit, brisant la vitre et s'encastrant dans les boiseries. Elle continua cependant à regarder et vit les trois prisonniers entourés de soldats disparaître derrière la maison Fernandez. Une fusillade crépita, tous trois venaient d'être exécutés. Le lendemain lorsqu'on les enterra, les deux hommes et le garçonnet avaient encore les menottes aux poignets. A Villanueva, on avait pris 1.000 pesetas, en billets de banque ; à l'enfant une montre ; à Fernandez une alliance, une bague et une somme dont la veuve ne peut préciser le montant. Les deux femmes jurent que leurs maris ne faisaient partie d'aucune organisation politique ou société ouvrière. Près des trois cadavres on trouva aussi celui d'un domestique (1)

II

La vérité sur la mort de Louis de Sirval.

La lettre suivante a pour auteur un agent de police, dont nous ne révèlerons pas le nom pour des raisons faciles à comprendre. Elle a trait aux circonstances dans lesquelles s'est produit l'assassinat du journaliste Louis de Sirval, envoyé spécial aux Asturies du quotidien républicain « El Sol ». *Elle fut envoyée au journal illégal de la C. N. T. à Madrid* « Revolucion Social ».

... Du 14 au 15 octobre, il a été décidé par le Directeur Général de la Sûreté que six agents de la brigade des recherches, laquelle fonctionne sous la direction du capitaine Santiago, serait transférés à Oviedo, ce qui fut fait.

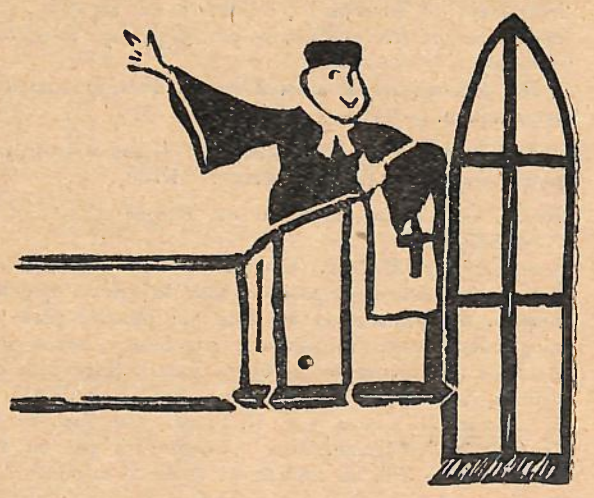
Les individus qui composent cette section sont les mêmes qui se trouvaient à Saint-Sébastien lors de l'assassinat de M. André Cassans, et la police sait fort bien qu'ils ne sont pas étrangers à ce crime. Sitôt arrivés à Oviedo, ces agents ont commencé à agir en dehors du contrôle du commissaire de police central et des autorités locales, et en liaison directe avec l'autorité militaire, c'est-à-dire avec le Général en chef Lopez Ochoa.

Pendant leur séjour à Oviedo, ont eu lieu la mise à sac des locaux du journal socialiste *Avance* et les exécutions sommaires de Tenderias, San Lorenzo et Villa Fria par les légionnaires et les tirailleurs. Ces exécutions n'avaient pas l'approbation du général Lopez Ochoa, mais lorsqu'elles furent portées à sa connaissance, il donna des ordres afin de les garder secrètes.

Les 20 et 21 octobre, sont arrivés les rédacteurs Louis de Sirval, rédacteur d'*El Sol* et Valentin Gutierrez, de *La Voz*. Louis de Sirval s'installa à l'hôtel Flora, menant une vie très retirée et travaillant pour son propre compte. Ordre fut donné à la brigade Santiago de surveiller étroitement les deux journalistes ainsi que leur collègue Carreno ; en même temps on fixa à la garde civile de toute la zône minière les consignes les plus strictes, parce qu'ils étaient susceptibles de trop parler.

Le 24 octobre, débarquèrent à Oviedo deux nouveaux journalistes, M. M. Gusman et Enderiz de *la Tierra*. Le 25 octobre, un sixième, M. Barbito, qui avait été correspondant de *l'Avance* à Madrid. Ces arrivées eurent le don d'irriter la police, parce qu'on savait qu'ils étaient venus pour dévoiler la vérité sur les exécutions des faubourgs d'Oviedo ainsi que sur les vols et pillages qui avaient été commis. J'en ai eu la preuve, parce que dans la nuit du 26 octobre, j'ai entendu dans le commissariat, un agent de la brigade Santiago qui disait : « Ça ne peut pas durer comme ça. Pas plus tard que demain, il nous faut détruire tout ce que ces journalistes sont en train de faire. » Par la suite, j'ai eu de plus amples renseignements. Il paraît qu'Enderiz et Gusman, sitôt arrivés à Oviedo, sont tombés sur la piste des crimes commis par les tirailleurs et les légionnaires, juste à l'endroit où les exécutions avaient été commises en plus grand nombre. Ils eurent plus de chance en cela que M. Sirval qui n'avait pu trouver cette piste, malgré de patientes recherches. Les deux rédacteurs de *Tierra* dressèrent un tableau des exécutions d'Oviedo, où 80 personnes furent passées par les armes et leurs maisons mises à sac. Ils rassemblèrent de nombreuses preuves et recueillirent les déclarations des familles des victimes.

Le 27, on renforça le service de surveillance de Villa Fria, où les journalistes de la *Tierra* étaient survenus, accompagnés cette fois de leur collègue Sirval. Tous trois entrèrent dans les maisons des victimes pour parler avec leurs familles ; ils ont eu le malheur de questionner jusqu'à un agent de police déguisé en ouvrier qu'on avait apposté pour les surveiller. A partir de ce jour, leur condamnation à mort était prononcée. Les officiers de la Légion donnèrent des ordres aux policiers de la brigade Santiago pour que fussent arrêtés Enderiz, Gusman et Sirval. Un des leurs devait être de garde au commissariat. On s'arrangerait pour leur arracher coûte que coûte les photos et tous les documents en leur possession, et aussitôt après, on les embarquerait de force pour Madrid ou bien encore on les supprimerait tout simplement.



Gusman et Enderiz furent rejoints sur la place de la République. Cette circonstances leur sauva la liberté et la vie, car le député Marcos Miranda qui se trouvait là, s'opposa publiquement à leur arrestation et les fit re-

La police remit leur arrestation à plus tard et se mit à la recherche de Sirval et de Barbito. Barbito s'échappa du domicile de Javier Bueno, directeur de *l'Avance*, où il était à 5 heures, accompagné d'un nommé Mause. Sirval fut arrêté dans sa chambre à l'hôtel Flora. Amené au commissariat, il fut fouillé avec les pires insultes, pendant que d'autres agents perquisitionnaient parmi ses papiers. On trouva sur lui des notes succintes sur l'exécution d'un père et de son fils (qui avait eu lieu le 12 octobre) et la liste des assaillants du journal *Avance*. On lui demanda si le matin même, il avait été à Villa Fria, ce qu'il nia, et il persista à nier sa présence dans ces quartiers, malgré l'affirmation des agents. Comme il ne voulait pas avouer, il fut enfermé dans un cachot. C'est alors que se présente l'officier de la Légion Demetrio Ibanoff (de nationalité bulgare et non russe, comme il a été dit tout d'abord). C'est une sorte d egéant, de carrure athlétique, sauvage, continuellement ivre. On le met au courant des faits, on lui dit que Sirval n'a rien voulu avouer.

— « A de pareilles canailles, voilà comment on fait avouer... » Et rapidement il marche à la cellule, tire le verrou, entr'ouvre la porte, et fait feu par sept fois sur Sirval. Seul un faible cri se fit entendre, suivit de la chute d'un corps.

Lorsqu'il revint parmi les officiers, Ibanoff dit : — « Voilà pour un, mais il faut en finir avec cette bande. »

Peu de temps après, la nouvelle arriva que Gusman et Enderiz allaient être arrêtés. Des postes de surveillance étaient placés près de l'hôtel du Commerce, où les journalistes se trouvaient, et ils étaient serrés de près. Malgré la surveillance, une personne parvint à prévenir le propriétaire de l'hôtel pour qu'il signala à Gusman et Enderiz le danger de mort suspendu sur eux. Je ne sais si la commission fut faite, mais le soir à 9 heures, tous deux s'échappaient d'Oviedo dans des directions différentes. Il est certain que, sans ce départ précipité, ils auraient eu la même fin tragique que Louis de Sirval.

Le cadavre de Sirval fut transporté à l'hôpital. Mais le jour suivant, à 11 heures, il fut embarqué pour une destination inconnue et jusqu'à ce jour, personne ne sait ce qu'il en est advenu.

---

(1) La lettre du député Radical contient encore de nombreux cas de pillages et de massacres exercés par les troupes du gouvernement contre des personnes entièrement étrangères à la révolte. Les journaux illégaux seuls ont reproduit ces faits, tandis que la presse tolérée par le gouvernement gardaient un complet silence.

Lu dans la Presse d'opinion & les Revues

Ci-dessous nous rendons compte de tous les articles intéressant le mouvement d'Octobre en Espagne, que nous avons pu relever dans les périodiques qui nous sont envoyés.

Nos lecteurs seront ainsi à même d'élargir leur documentation.

Le Combat Syndicaliste (96, rue Grange-Garat, Limoges — Haute-Vienne — Prix : 0 fr. 50).

Nº 88. — « Bilan du Passé ou Budget d'Avenir ? » (A. Schapiro).

Signale que l'U. G. T. (C. G. T. socialiste) s'abstint de prendre officiellement position pour la grève ; que les moyens d'armements et le droit de prendre part au mouvement furent refusés aux anarchistes, même aux Asturies (du moins les premiers jours). Stigmatise en termes violents le « front inique » des partis marxistes et nationalistes contre la C. N. T. qui reste l'arbitre de la situation espagnole. Mais n'exagère-t-il pas en attribuant à celle-ci un million et demi de membres ?

« Les Asturies au jour le jour » (P. Lapeyre).

Donne, d'après la presse espagnole, le calendrier de la Semaine Rouge (5-13 octobre) aux Asturies. Nous avons emprunté à cet article les données relatives à la capitulation de Sama-de-Langreo (Intelligences avec l'ennemi ?).

« La vérité sur le mouvement révolutionnaire d'Espagne » (R. Clarito).

Quelques accusations précises en réponse à *l'Humanité*. 1. Arrestation des 60 principaux militants de la C. N. T. à Barcelone par la Généralité, avant le coup de force catalan 2. Companys s'abstient d'arrêter le général Batet venu discuter avec lui. 3. Il s'abstient de distribuer au peuple de Barcelone les armes qu'il détenait en grande abondance.

« Faux témoignages sur les Evénements d'Espagne » (Marques Da Costa).

« *Monde* ignore-t-il que Gijon, anarchiste par éducation et par tempérament, proclama et vécu intensément le Communisme libertaire ? *Monde* ignore-t-il l'épopée des mineurs anarchistes de la Felguera ? » On aimerait voir l'auteur narrer lui-même ces épisodes encore mal connus ; mais il ne le fait pas.

« Un exemple : A Mas de Las Matas (Bas-Aragon) »

Voici par contre un résumé des événements de décembre 1933 dans un bourg de 3.000 habitants où fut appliqué le communisme libertaire. Fait significatif, le syndicat unique (C. N. T.) n'y groupait qu'une cinquantaine de membres. Mais cette faible minorité sut entraîner par son exemple toute la population travailleuse.

***

La Conquête du Pain (42, rue de Meudon, Billancourt — Seine — Prix : 0 fr. 50).

Nº 1. — « En Espagne ».

« Il semble acquis que le Parti Socialiste a voulu user de la grève générale pour faire échec à la formation ministérielle du radical Lerroux, rallié à une sorte de fascisme centre-droite. »

Nº 2. — « Considérations sur les événements d'Espagne » (Génold).

« La grève générale a sauvé la République de Lerroux. »

Nº 3. — (id. suite).

« On a l'impression que M. Lerroux et ses amis voulaient bien d'une grève générale qui effraya les droites, mais non pas d'un mouvement révolutionnaire véritable. Les événements le dépassèrent. Eternelle histoire de l'apprenti-sorcier ! »

Nº 4. — (id. suite).

« On peut se demander si les chefs socialistes n'ont pas été manœuvrés par le vieux loup-cervier de la politique qu'est M. Lerroux ? Ce gouvernant voyait la république se liquéfier ; son sort était à la merci d'un *pronunciamento* qui se préparait dans l'ombre. Il allait éclater d'un jour à l'autre. Alphonse XIII était alerté... Des influences diplomatiques intervenant, Lerroux appela Gil Robles, chef nominal de toutes les réactions d'Espagne et la manœuvre d'arrêt s'esquissa.

» Par sa brusquerie, par son caractère accentué de marche arrière, par son aspect fasciste, elle devait provoquer chez les socialistes cette réaction psychologique qui, traduite par le mot d'ordre de grève générale, fournissait à M. Lerroux l'occasion de déployer dans la répression une énergie digne de lui concilier l'appui de tous les éléments rétrogrades.

» C'était là un coup de maître. Le pacte Lerroux-Gil Robles était tenu de point en point. Le grand chef des réacteurs pouvait donner son adhésion à la république et le pronunciamento annoncé devenait superflu. Alphonse n'avait plus qu'à rentrer ses malles. C'est lui qui était joué, si tant est qu'il ait nourri un instant l'espoir de se réinstaller sur le trône. »

Nº 6. — (id. suite).

« Le fameux Prieto, dont la fuite d'Espagne a écœuré jusqu'aux bourgeois, a été interviewé par la *Pravda*.

« Augustin Hamon, dans une lettre adressée aux anarchistes d'Espagne, leur reproche leur incompréhension. C'est le membre du parti S. F. I. O. qui n'a pas l'air de très bien comprendre ce qui s'est passé en Espagne. »

« *L'Humanité* avait annoncé sur la foi d'une agence, qu'une vaillante femme communiste était tombée à Oviédo les armes à la main. Le lendemain, elle devait rectifier qu'il s'agissait d'une autre femme surnommée « La Libertaria », veuve d'un anarchiste tué lors du massacre du village de Casas-Viéjas... Quant à la vaillante communiste, elle continue « son travail de dirigeante dans la lutte des travailleurs d'Espagne ».

« Il eut été bien extraordinaire, observe *La Voix Libertaire*, qu'un *chef* communiste soit tombé les armes à la main ». »

***

La Révolution prolétarienne (55, rue du Château d'Eau — Paris Xe — Prix : 2 fr.).

Nº 185. — « La Tragédie espagnole » (Lucile Pelletier).

Nº 187. — « L'attitude des anarcho-syndicalistes dans la tragédie espagnole ». — Une lettre de G. Corsin et la réponse de Lucile Pelletier :

« La grande faute des anarcho-syndicalistes, à mon avis, est de s'être bûtés à cette formule de « politiciens », de n'avoir pas compris que le parti socialiste et l'U. G. T. n'étaient pas seulement quelques individus dont ils avaient à juste titre le droit de se méfier, mais toute une masse de travailleurs, toute une fraction de la grande famille prolétarienne, envers laquelle ils avaient un élémentaire devoir de solidarité. La faute impardonnable des anarcho-syndicalistes, à mon avis, c'est de n'avoir pas compris qu'étant donnée la situation générale du pays, le mouvement — même s'il était circonscrit entre certaines limites dans la pensée de ceux qui lançaient le mot d'ordre de grève — devait fatalement déborder ces limites artificielles, ne pas rester une mesure d'intimidation politique, mais prendre, grâce à l'élan des masses, une orientation révolutionnaire. »

Le mouvement devait « fatalement » déborder les limites d'une mesure d'intimidation politique ?... Mais encore eut-il fallu que ce mouvement fut réel. Or, il n'en a pas été ainsi, dans les neuf dixièmes de l'Espagne, en particulier dans les citadelles électorales des socialistes, maurinistes et stalinistes. Si « l'Alliance » ne fit rien à Bilbao, Seville et Malaga, « les villes rouges », les anarchistes devaient-ils se placer sur le terrain réformiste-politique pour suppléer à cette carence ?

Nous croyons à la bonne foi de L. Pelletier, dont l'exposé objectif est généralement exact, mais pour aboutir à des appréciations fausses.

***

Le Réveil Anarchiste (6, rue des Savoises, Genève — Suisse — Prix : 0 fr. 75).

Nº 909. — « Espagne » (Editorial).

Cet article, également reproduit par *La Conquête du Pain* nº 11, cite plusieurs documents concernant la duplicité, voire la trahison du chef socialiste Pena, député des Asturies, qui négocia avec le général Lopez Ochoa, se fit établir un sauf-conduit, et fila — dit-on — avec la caisse. A rapprocher de la conduite de Bela Kun, et autres « Führer » marxistes.

Nº 910. — « Haine Cléricale ».

L'Osservatore Romano, organe pontifical, surenchérit de mensonge et de fiel sur toute la presse fasciste espagnole et persiste à répéter des bobards depuis longtemps abandonnés par celle-ci (curés brûlés vifs, etc...) Il est vrai que le pape étant infaillible, il aurait mauvaise grâce à se démentir.

Nº 911. — « Les Evénements d'Espagne » (Editorial).

Réponse à l'article de L. Pelletier dans la *Révolution Prolétarienne*. L'auteur cite la réponse suivante de la C. N. T. à l'Alliance Ouvrière le mois précédant l'insurrection :

« Le jour où vous serez prêts pour quelque chose » de sérieux, comptez sur nous. A l'heure de la lutte, » nous accourons toujours, mais pour nous ligoter à un » compromis, une alliance, renier nos idées et nos tactiques, cela non.

» Ce que nous ne voulons pas, c'est que les travailleurs servent de comparses à des conspirations qui ne » vont pas plus loin que le Parlement. »

Et à l'endroit des ouvriers socialistes, la C. N. T. ajoutait ceci :

« Derrière le parti socialiste et l'U. G. T. nous sa- » vons qu'il y a des milliers et des milliers de travail- » leurs honnêtes, de socialistes sincères qui donnent tout » ce qu'ils peuvent à l'œuvre révolutionnaire. Ceux-ci » sont nos frères malgré tout et avec eux, nous serons, » nous sommes dans les moments difficiles. »

***

Le Rouge et le Noir (1, rue des Colonies, Bruxelles — Belgique — Prix : 1 fr.).

Exposé de Hem Day. Contradiction de Xavier Relecour (du Secours Rouge). Réplique de War Van Overstraeten (ancien secrétaire général du Parti communiste belge — devenu socialiste libertaire).

« Le Mouvement anarchiste a, en Espagne, un programme bien précis, économique, social et politique. Il exprime indéniablement le tempérament espagnol. C'est de lui que viendra le salut, s'il remédie à ses faiblesses et principalement à son manque de cohésion. Les communistes sincères, les socialistes revenus de leurs illusions réformistes doivent renforcer le mouvement anarchiste qui est solide, qui vit, qui a une base, qui est le seul courant social susceptible de faire la Révolution en Espagne

» Les Anarchistes n'ont pas trahi. Ils ont combattu où ils avaient à combattre. Que tous les révolutionnaires véritables leur apportent leur appui, s'efforcent de faire disparaître leurs faiblesses, afin de vaincre la vague fasciste grandissante et d'instaurer en Espagne le communisme libertaire ! »

***

Spartacus (23, rue Mouffetard, Paris Ve. Prix : 1 fr.).

Nº 3-4. — Numéro spécial sur la Révolution espagnole.

« La Commune asturienne » par l'un des dirigeants de l'U. G. T.

« Que s'est-il passé en Catalogne ? » par J. G. Gorkin, rédacteur en chef de *Adelante*.

« Procès de la Révolution espagnole » par Amada Fernandez, président de la Fédération nationale des mineurs (U. G. T.)

« Retour à Marx et Engels » par Araquistain, député socialiste.

« La Tragédie de Casas Viejas » par Ramon J. Sender, ancien directeur communiste du quotidien *La Lucha*.

« La Révolution d'Octobre et les partis républicains » par Molina, secrétaire de l'U. G. T. (province de Valence).

« Nationalisme basque » par Hellès.

« Le mouvement ouvrier en Espagne » par A. Patri. Dessins de Falk, Camuro, Helios Gomez, André Pierre.

Rédigé par des dirigeants socialistes de gauche et maurinistes et illustré par des anarchistes, ce numéro prétend à une impartialité et à une objectivité révolutionnaire en marge de tous les partis. Cela n'empêche pas de passer sous silence le passé abominable des Caballero et consorts ainsi que les arguments de doctrine et de fait susceptibles d'expliquer l'attitude de la FAI. Nous espérions beaucoup mieux de cette jeune revue dont certaines manifestations d'indépendance nous étaient très sympathiques. Le côté artistique est remarquable.

***

La Voix Libertaire (Boîte postale nº 27, Limoges — Haute-Vienne — Prix : 0 fr. 50).

Nº 279. — «Les Evénements d'Espagne» (J. Lion).

Le mot d'ordre socialiste « Tout le pouvoir à notre parti », ne pouvait être accepté par des anarchistes.

Nº 280. — «Appel au monde ouvrier pour les révolutionnaires d'Espagne» (C. I. D. A.).

Rappelle la répression républicaine de l'anarchisme et les récents sacrifices de la F. A. I. et de la C. N. T. dans la lutte antifasciste.

Nº 281. — «Les Evénements d'Espagne» (suite).

Traduction de deux articles de *Solidaridad Obrera* sur le fiasco catalan.

Nº 283. — «Les Evénements d'Espagne» (suite).

Communiqué de l'Association Internationale des Travailleurs.

Nº 284. — «Les Evénements d'Espagne» (suite).

Faits et gestes du triumvirat Badia-Dencas-Menedez à Barcelone. Ce dernier donna à Casas-Viejas le mot d'ordre : « Ni blessés, ni prisonniers ».

Nº 285. — «Les Evénements d'Espagne» (suite).

Nationalistes et socialistes ont attendu — en vain — que la C. N. T. leur tire les marrons du feu. Celle-ci se réserve d'agir pour son propre but. « La bataille qui vient d'être perdue ne fut nullement la bataille décisive. »

SOLIDARITÉ

Les camarades, tous ceux qui auront lu ce numéro spécial consacré aux Anarchistes Espagnols, sentiront sans aucun doute envers les combattants emprisonnés, persécutés ou exilés de la F. A. I. la solidarité et la reconnaissance qui leur est due.

Qu'ils n'oublient pas *qu'aucune organisation rattachée aux Internationales politiques* (fonds Matteoti, Secours Rouge, S. O. I., etc...) ne vient actuellement en aide à ceux de nos copains espagnols qui ont franchi les Pyrénées. Les honneurs et les subsides sont réservés aux personnages politiques : aux ex-gouvernants et à leurs mercenaires. Le gouvernement français, pour tout asile, offre aux révolutionnaires exilés *le camp de concentration* dans l'odieuse promiscuité des gardes d'assaut, ces bourreaux traditionnels du peuple catalan !

Aux charités insultantes de la bureaucratie, aux menaces d'extradition, aux traquasseries de toute espèce qui assaillent les proscrits et les privent de gagne-pain, aux déportations au nord de la Loire — dans des régions où personne ne parle leur langue — il faut opposer l'hospitalité du prolétariat français, sa fraternité agissante envers les héros et les victimes d'une cause qui est la sienne.

Ci-dessous nous publions les appels et les comptes-rendus de divers groupements de secours. Les deux premiers sont particulièrement destinés aux proscrits, le troisième aux prisonniers et à leurs familles (près de 15.000 anarchistes emprisonnés dans toute l'Espagne).

N'attendez pas demain, camarades ! La faim et la mort n'attendent pas. Souscrivez aujourd'hui.

TERRE LIBRE.

FONDS DE SECOURS « A. L. A. R. M. »

Correspondance : A. Prudhommeaux, 10, rue Emile-Jamais, Nimes. C. c. p. : P. Jolibois 186-99 Montpellier.

Recettes.

Alès liste 1 — Collecte faite au cours d'une soirée familiale 28 fr — R. R. 5 fr. — J. F. 5 fr — J. S. 5 fr — Quien quieras 5 fr — X. X. 2 fr — D. S. 2 fr — L. M. 1 fr — F. S. 5 fr — G. G. 5 fr — R. D. 5 fr — P. R. 1 fr — A. G. 2 fr — A. D. 1 fr — D. B. 2 fr — S. B. 5 fr — A. A. 5 fr — Un cero 2 fr — Dos ceros 10 fr — Vendita Rivista 4 fr — M. P. 2 fr — G. A. 2 fr — J. M. 2 fr — Total : 106 francs.

Alès liste 2. — A. T. 5 fr — Edoardo 5 fr — Uno 5 fr — M. A. 5 fr — Trabian 5 fr — Villu 5 fr — P. C. 5 fr — M. A. 5 fr — M. G. 5 fr — U. P. 5 fr — Gibelin 2 fr — Gino 5 fr — Veuve Hugon 2 fr — Bossu 5 fr — P. Prade 5 fr — Total : 69 francs.

Nimes liste 3. — Brochures vendues par ALARM au profit des victimes politiques 173 fr — A. P. 10 fr — D. R. 10 fr — J. D. 10 fr — Son oncle 28 fr — Copains de Vallabrègues 25 fr — R. P. 5 fr — Reçu de G. G. (Bordeaux) 25 fr — De L. D. (Elbeuf) 10 fr — R. D. (Thiers) 100 fr — Total : 396 francs.

Total général : 571 francs.

Dépenses.

Envoyé au groupe de Toulouse 75 fr. — Au groupe de Bayonne 300 fr. — Remis à un persécuté réfugié à Nimes 150 fr. — Total : 525 francs.

Reste en caisse : 46 francs.

Notre caisse avant le même but que celle organisée par le groupe de Bayonne, nous prions les camarades de s'adresser désormais, pour plus de simplicité, directement au Comité de secours dont on trouvera plus bas le compte-rendu.

COMITE DE SECOURS DU G. E. P. S.

Deuxième Compte-Rendu.

A. — Sommes reçues

Groupe anarchiste de Brest 50 fr ; individuel Guillot (Isère) 5 fr. ; Comité de Rédaction V. L. 100 fr. ; Comité entr'aide Charbonneau 50 fr. ; Groupe anarchiste Saint-Nazaire et Indus le Marin 60 fr. ; souscription Mac Say : J. Méline 10, Ch. Houël 20, M. Houël 15, Veuve Houël 20. S. M. Say 20. A. Desle 5, total 90 fr. ; Grandguillotte 10 fr. ; André (Bayonne) 10 fr. ; Dr Elosu (Bayonne) 50 fr. ; Liste souscription Bayonne 25 fr. ; reliquat d'une commande 12 fr. ; mandat Namur 20 fr. ; mandat des camarades de Pinet (Hérault) 60 fr ; Charles Fouyer (collecte conférence Lapeyre) 97 fr. ; Lucien Tronchet (Fédération Anarchiste Romande) 100 fr. ; Dugne (Thiers) 15 fr. ; Corfinat (Vannes) 10 fr. ; Ixe et Zède (Biarritz) 12 fr. ; Cairanne (Vaucluse) 15 fr. ; collecte Prost (Vichy) 22 fr. ; Caubet (Toulouse) 20 fr. ; Frigidaire (Bayonne) 10 fr. ; Zède (Biarritz) 4 fr. ; Piriou (Concarneau) 5 fr. ; souscription Charles Houël (Chartres) 50 fr. ; Deux amis Pinganeau 30 fr. ; 2e souscription Ch. Houël : Grandjean (Fœcy) 20, Briselance 20, Primet (Vierzon) 10, total 50 fr. ; Durnault (La Garenne-Colombes) 30 fr. ; Roguié, St-Ouen (Seine) 10 fr. ; liste souscription no 6 Zède et Ixe (Biarritz) : Sauriano 5, Urroz 5, Pinocho 5, Marinax 5, Roramo 5, M. Sevil 5, Vidal 3, Gomez 5, Vicente 2, un compagnon 10, un sympathisant 5, Alonzo 1, Sautin 2, Sérifer 2, Inez 1, total 61 fr. ; Zède (Biarritz) 10 fr. —

Total général : 1.093 francs.

B. — Sommes dépensées.

1o Secours accordés à B. D. (urgent) 50 fr. — 2o au Groupe de Perpignan 200 fr. — 3o à B. D. (urgent) 100 fr. — 4o au Comité Pro Presos (Toulouse) 100 fr. — 5o à deux camarades réfugiés 300 fr. — 6o 1er versement, avocat pour prisonnier 50 fr. — Total : 800 fr.

Reste en caisse au 6 janvier 1935 : 293 francs.

Pour le Comite de Secours
et le G. E. P. S. de Bayonne :
BABINOT.

Pour tout ce qui concerne la caisse de secours, prière de s'adresser à : Babinot, 49, rue Maubec, Bayonne (Basses-Pyrénées).

COMITE PRO PRESOS Y PERSEGUIDOS

La répression sévit avec plus de rage que jamais en Espagne.

Vainqueur du dernier soulèvement déclenché par l'Alliance Ouvrière, le gouvernement Lerroux-Gil Robles s'efforce maintenant d'abattre nos camarades de la CNT et de la F. A. I.

Mais les lutteurs de toujours le tiennent en échec ; aussi se sert-il de tous les moyens dont il peut encore disposer.

L'état de siège est prolongé, des condamnations à mort sont prononcées, les prisons s'avèrent trop petites.

Tous ces moyens oppressifs créent de la misère et de la souffrance dans les foyers ouvriers.

Nous devons faire le maximum et il n'est pas besoin pour cela de fonder de nouvelles caisses, le vieux Comité Pro Presos Y Perseguidos a toujours accompli ponctuellement son devoir.

Envoyez votre obole au collecteur J. Toublet, 32, rue des Amandiers, Paris XXe, par *mandat-poste*.

ENTRE NOUS

Compte-rendu annuel. — « *Terre Libre* », fondé en Mai 1934 avec un tirage mensuel de deux mille exemplaires, vient d'atteindre avec le mois de janvier un tirage de *dix mille*. Depuis le mois de juillet, *Terre Libre* paraît sur huit ou dix pages — et dans le courant des six derniers mois, le nombre des éditions régionales a quintuplé.

Ce rapide développement a été possible grâce à l'aide que de vaillants camarades ont apportée à l'œuvre commune, permettant de surmonter les difficultés administratives des débuts. Toutefois, plusieurs éditions en sont encore à la période des tatonnements et représentent une lourde charge pour le budget général. Le succès même grève notre caisse et nous aurons au début de 1935, à doubler un cap difficile. Il faut maintenant tenir le pas gagné : faire en sorte que le tirage atteint soit maintenu et corresponde réellement à des exemplaires placés, utilisés et... payés.

Nous demandons à tous nos lecteurs qui n'ont pas encore donné signe de vie de se décider ce mois-ci. Nous demandons à ceux qui ont versé un abonnement en 1934 à ne pas attendre le renouvellement normal et à verser immédiatement leur abonnement pour 1935 ! Désormais, tous les abonnements seront valables « *pour l'année 1935* », c'est-à-dire jusqu'en décembre. Il y a donc avantage pour tous ceux que *Terre Libre* intéresse à souscrire leur abonnement 1935 dès le début de l'année. C'est le seul moyen sûr de posséder l'année complète, car la plupart des numéros parus en 1934 se trouvent aujourd'hui épuisés, et il en sera probablement de même en décembre prochain, pour les numéros de l'année 1935.

Pour *remercier* nos souscripteurs de 1934 de ce nouvel effort, *et pour encourager les autres*, nous ménageons UNE BONNE SURPRISE à tous ceux qui nous enverrons leur 3 francs d'abonnement avant le 1er mai 1935.

Quelle est cette surprise ? Lisez ce qui suit et vous serez renseignés.

Pacte d'Emulation fédéraliste. — Au cours des six derniers mois, *Terre Libre*, organe fédéraliste révolutionnaire, a réussi à fonder *dix éditions régionales* englobant la totalité du territoire français.

Chacune des régions correspondant à ces éditions comprend *4 millions d'habitants*. La région Paris-Banlieue et la région Nord-Africaine (qui pour des raisons opposées offrent à notre propagande des difficultés spéciales) en comprennent 6 millions au moins.

Nous nous fixons comme tâche prochaine de toucher dans chaque région *1 habitant sur 1.000*, soit quatre mille lecteurs par région.

Laquelle de nos éditions parviendra la première à ce beau résultat : *diffusion mensuelle de quatre mille exemplaires de* Terre Libre ?

Ce n'est que par une coalition d'efforts solidaires à l'échelle de plusieurs départements qu'une des régions correspondant à nos éditions pourra s'affirmer *la plus libertaire de France !*

Un pacte est conclu entre nous : celle de nos éditions qui, du numéro de janvier à celui de mai inclus, aura totalisé le plus grand nombre d'exemplaires *souscrits, diffusés et réglés* sera gagnante du *tournoi fraternel d'émulation fédéraliste pour l'année 1935* — et cela quelque soit le chiffre atteint.

N. B. Toutes les commandes devront être passées par l'intermédiaire du rédacteur-administrateur responsable de la région auquel chacun se trouve rattaché par son lieu d'habitation. (Voir les adresses en première page). Aux administrateurs, les journaux seront fournis par quantité moyennant 0,20 l'exemplaire, franco, sans retour d'invendus. Règlement à la fin de chaque mois. Seuls entreront en ligne de compte les exemplaires réglés avant le 31 mai 1935.

Quelle est la région la plus libertaire de France ? — Tous auront à cœur de remporter pour leur province cette gloire vraiment enviable ! Les administrateurs de l'édition régionale gagnante recevront en guise de trophée pour leur bibliothèque l'œuvre monumental d'un des plus grands penseurs anarchistes :

L'HOMME ET LA TERRE
d'Elisée Reclus
(6 volumes reliés, format du Grand Larousse).

En outre : tous les abonnements provenant de la région gagnante et encaissés du 1er janvier au 1er mai 1935 seront *remboursés*. A cet effet les camarades ayant souscrit un abonnement pour 1935 recevront *un livre ou un colis de brochures d'une valeur minimum de trois francs.*

Ce n'est pas tout ! Deux cents « *Almanach de Terre Libre pour le 1er Mai 1935* » seront offerts en souvenir de leur succès aux propagandistes de de toutes les régions qui se seront le plus distingués.

Le départ est donné ! Tous à l'œuvre ! De parution en parution, *Terre Libre* rendra compte des résultats.

Le retard causé par la situation espagnole dans l'envoi des manuscrits que nous attendions, — divers incidents techniques, enfin la surabondance des matières à composer — nous ont contraints d'ajourner jusqu'au 1er février la parution du présent numéro. Nous nous en excusons.

Ce numéro double est vendu au prix ordinaire de 0 fr. 25 *dans le but d'un faciliter au maximum la diffusion.*

Le prochain numéro, consacré à *l'Allemagne et au national-socialisme*, paraîtra le 15 février au plus tard et contiendra en supplément une documentation originale sur la Révolution allemande de 1918-1919.

Travail typographique exécuté en camaraderie et tirage sur les presses de l'Association Ouvrière « La Laborieuse », 7 rue J. B. A. Godin, Nimes.

Le Gérant : PAUL ROUSSENQ.

Alliance libre des Anarchistes du Midi

CORRESPONDANCE

Réponse à Augustin Hamon. — *L'Humanité* a publié une « *Lettre Ouverte aux anarchistes espagnols* » en date du 5 novembre. Cette lettre est signée par le Secrétaire de la Fédération Socialiste des Côtes-du-Nord. Elle est accompagnée d'un commentaire qui s'adresse tout particulièrement aux anarchistes français « à Lyon, à Marseille-Saint-Henri, à Aimargues et à Coursan » pour les inviter à réaliser l'unité d'action par-dessus la tête des « chefs anarchistes ».

L'Alliance Libre des Anarchistes du Midi répond à cette invitation par la lettre suivante :

A la rédaction du journal *l'Humanité*.
140, rue Montmartre, Paris.

« Au nom des Fédérations anarchistes de Languedoc et de Provence, nous tenons à vous faire connaître notre opinion ainsi qu'aux camarades Hamon et Géo (?), signataires de deux appels dans *l'Humanité contre les chefs anarchistes* et *pour l'unité d'action*.

» En premier lieu nous ignorons l'existence de « chefs » anarchistes. Si de tels chefs existent et nous ont donné des ordres pour nous empêcher de participer à une action quelconque, nous serons fort curieux d'apprendre de vous leurs noms, leurs fonctions et leurs méthodes de commandement.

» Il est vrai que le camarade Hamon considère que l'on peut à la fois être anarchiste-communiste et chef d'une organisation politico-parlementaire appartenant à l'Internationale de Noske. Ce n'est pas notre avis. A nos yeux la participation à un parti politique et la qualité d'anarchiste s'excluent réciproquement.

» La participation à des actions communes avec les militants socialistes ou bolchévistes n'est pas en contradiction avec nos principes. Mais cette collaboration ne peut avoir lieu que sur le terrain de la lutte directe, émancipatrice, non pas sur le terrain politico-électoral ou nationétatique. C'est pourquoi nous estimons que les anarchistes espagnols ont bien fait de boycotter le mouvement *national* des politiciens catalans et de soutenir jusqu'à l'extrême limite du sacrifice le mouvement *social* des mineurs asturiens.

» En ce qui concerne la collaboration offerte entre les anarchistes français et les partis adhérents au front anti-fasciste, l'expérience de ces derniers mois nous a appris à nous en méfier. Et ceci pour les raisons suivantes :

» 1° Les partis politiques adhérents poursuivent contre nos frères espagnols une campagne de calomnies et de provocations.

» 2° A l'occasion du conflit sarrois, ils égarent l'opinion vers une nouvelle guerre contre l'Allemagne, aux côtés de la Russie Soviétique.

» 3° Ils ont renoncé à toute action vigoureuse contre le fascisme, et insultent ceux qui ont recours à des moyens efficaces de lutte.

» 4° Ils se proposent ouvertement de massacrer et emprisonner les anarchistes au lendemain de la prise du pouvoir (à l'exemple des socialistes espagnols et des bolchévistes russes).

» 5° Dans l'action quotidienne, ils se placent exclusivement sur le terrain de la conservation sociale et de la conquête des pouvoirs publics, terrain où nous ne pouvons les suivre en aucun cas.

» Tant que les partis adhérents au front anti-fasciste resteront sur ces positions, les anarchistes seront obligés de considérer leur action présente comme hostile à la cause que nous poursuivons et aux intérêts de la classe travailleuse. Et ils ne pourront accepter aucun compromis du genre de celui qui nous est proposé par l'*Humanité*.

» Nous vous invitons à publier cette réponse dans vos colonnes et à la transmettre aux intéressés.

Salutations libertaires :

Alliance Libre des Anarchistes
de la Région du Midi.

Avis très important. — Pour l'Année 1935, le siège de l'Alliance se trouve transporté à Montpellier. Adresser toute correspondance au camarade Louman, 23, rue de la Valfère — Montpellier (Hérault).

Tournée de conférences. — Le camarade Louman s'est chargé d'organiser dans notre région une tournée de conférences anti-guerrières, avec le concours du camarade L. Launay, de la *Patrie Humaine*. Sujet traité : « La Sarre et les marchands de canons ». Une seconde tournée est à l'étude avec le camarade Paul Lapeyre sur le sujet suivant : « L'Espagne et la Révolution Sociale ». Prière à tous ceux que ces initiatives intéressent de se mettre d'urgence en rapport avec le camarade Louman.

Enfin, notre camarade Paul Roussenq est en mesure de parler sur la vie au bagne, sur la Russie, etc... dans les localités où il n'est pas interdit de séjour. Ecrire : P. Roussenq, *Aimargues* (Gard).

LA VIE DU JOURNAL

Listen° 6. — P. R. (Vente à Aimargues) 7 fr. 50. — A. R. (Arles) 20 fr. — Groupe de Beaucaire 10 fr. — M. G. (Châteaurenard) 5 fr. — H. A. (Courthezon) 3 fr. — M. P. (Fabrègues) 3 fr. — A. S. (Jonquières) 10 fr. — F. B. (Les Camoins) 5 fr. — J. C. (Lunel) 20 fr. — P. G. (Marseille) 3 fr. — G. (Marseille) 3 fr. — J. (Marseille) 5 fr. — H. (Marseille) 8 fr. — T. J. (Marseille) 10 fr. — V. B. (Marseille) 3 fr. — E. B. (Nimes) 7 fr. — A. S. (Nimes) 10 fr. — J. D. (Nimes) 10 fr. — R. (Nimes) 5 fr. — S. F. (Névian) 5 fr. — A. D. (Orange) 3 fr. — A. J. (Perpignan) 5 fr. — S. J. (Raissac) 5 fr. — A. R. (St-Martin de Lansuscle) 10 fr. — R. D. (Thiers) 10 fr. — M. B. (Villedaigne) 5 fr. — Total arrêté au 28 déc. : 200 fr. 50.

Sauf erreur ou omission a nous signaler s. v. p. Merci à tous et à toutes.

ALÈS

Tout ce qui a trait à la correspondance du groupe doit être adressé à : Paul Prade, aux Astries, par St-Christol-les-Alès (Gard).

Les journaux et imprimés à : Lavaur, 9, rue Cavalerie, Alés (Gard).

Il est fait appel à tous les copains isolés et sympathisants pour la formation d'un groupe à la Grand'-Combe.

MARSEILLE

Le Groupe d'action anarchiste organise une fête de Solidarité qui sera donnée en matinée, le Dimanche 17 février à 14 h. 30 au Salon Saint-Jacques, 4, rue Saint-Jacques.

Les camarades désirant placer des programmes sont priés de venir les retirer à la Bourse du Travail, salle des femmes.

Pour le Groupe : BATTESTI.

COURSAN

Extrait d'une lettre. — « ... Quant à la collaboration à *Terre Libre*, si je ne l'apporte pas, ce n'est pas que je ne m'intéresse pas à votre effort, mais surtout parce que ma prose certainement ne serait guère à sa place.

» Par les petits articulets qui passent dans *le Lib'*, tu peux te rendre compte que notre anarchisme a une orientation nettement sociale, nous ne concevons pas de mouvement anarchiste en dehors, à côté du mouvement révolutionnaire. Cela ne veut pas dire que nous ne tenons pas à donner à notre mouvement un caractère distinct des mouvements socialistes autoritaires, loin de là.

» Mais partout où des ouvriers luttent, la place des anarchistes est avec eux dans la bataille et non en dilettantes se contentant de critiquer ceux qui agissent.

» Nous voulons redonner à l'anarchisme, et c'est dans ce but que nous luttons, son caractère social et révolutionnaire.

» Par exemple, dans *Terre Libre* nous serions heureux que les amis d'Aimargues ,de Beaucaire, nous entretiennent dans un langage simple, accessible à tous, des peines, des misères quotidiennes et des espoirs de leurs camarades de misère.

» Que Béziers, Montpellier nous parlent simplement de la vie aux chantiers, à l'usine ; que nos camarades d'Alès nous montrent par leurs écrits qu'ils font partie intégrale de ce prolétariat minier.

» L'anarchisme, à ce moment, serait autrement connu et estimé qu'il ne l'est à présent, et nos possibilités de réalisation, en cas de transformation sociale, seraient sûrement changés.

» La critique des partis à côté est nécessaire ; mais ce n'est pas tout. Je dirai même que ce n'est qu'un des à-côtés de notre tâche. Certes, il est nécessaire de montrer le néant de leur programme, la nocivité des buts qu'ils poursuivent ; mais pas besoin pour cela de grandes phrases ronflantes, trop souvent vides de sens... surtout de signification sociale.

» Pour parler à populo ,pour l'entraîner, il faut être à ses côtés dans les luttes quotidiennes ; ce n'est pas à la critique qu'il nous juge, mais à l'action... »

Note de la Rédaction régionale. — La lettre du camarade Estève, dont l'essentiel est reproduit ci-dessus, signale une faiblesse commune à toutes nos « pages régionales ». Il y est question d'un peu de tout, excepté des faits locaux de la lutte sociale, dans lesquelles, cependant, la plupart de nos correspondants sont durement plongés. *Tous nos efforts doivent tendre à améliorer le journal dans le sens indiqué par Estève, ceci n'est contesté, je crois, par personne.*

Toutefois, on ne s'explique guère qu'Estève lui-même se refuse à nous donner l'exemple d'une chronique locale *vraiment ouvrière* — sous prétexte que sa prose serait « mal à sa place », entre celle des copains d'Aimargues, d'Alès, de Beaucaire et de Lunel. Pas plus que lui-même, les anarchistes du Gard ne sont des bourgeois ou des aristocrates. S'ils s'abstiennent de parler aux travailleurs des « misères quotidiennes » qui assiègent leur foyer, c'est peut-être parce qu'ils « cuisent dans le même jus » que ceux auxquels ils s'adressent, voire même qu'ils sont traqués en parias des parias de ce monde, et à cause de cela préfèrent *parler d'autre chose...*

A. P.

PEZENAS

Ayant su que le 7 décembre devait se dérouler dans un cinéma de notre village une séance de projection offerte par le Centre d'Education Physique de Montpellier (voyez : autorité militaire), nous avons réussi à réunir en moins d'une heure trente antifascistes résolus à troubler la projection de ce film et même à l'empêcher par tous les moyens, sauf par la violence. En effet, dès le début, ce ne fut que cris « A bas la guerre ! » etc, etc... Mais, malgré tout, la projection continuait. Au moment où l'on retraçait les soi-disantes beautés de la guerre 1914-1918, un camarade décidé à empêcher cela, a réussi à obstruer de son corps la cabine de projection et l'autorité militaire dut s'avouer vaincue. Quelle meilleure démonstration souhaiter aux détracteurs de l'acte individuel ?

Sans commentaires pour ceux qui ne sont pas prêts à passer à l'action sans avoir reçu préalablement les mots-d'ordre de Moscou ou d'ailleurs.

L. D.

PERPIGNAN

Les camarades lecteurs de *Terre Libre* et sympathisants trouveront chez Montgon, 3, rue Llucia, tous les journaux et revues intéressant le mouvement. Tous les jours de 18 h. à 19 h., rendez-vous des camarades à la même adresse.